

Le Royaume-Uni de 1867 à 1980

Max Tacel

MASSON 

Collection Un Siècle d'Histoire

Le Royaume-Uni
(1867-1980)

806
19284
(7)

Chez le même éditeur

Dans la même collection

La France (1870-1975), par C. et A. Ambrosi (2^e édition).

L'Italie, la Papauté (1870-1970), par P. Milza et S. Berstein.

L'Allemagne (1870-1970), par S. Berstein et P. Milza.

L'Amérique latine de 1870 à nos jours, par P. Riado.

L'Europe danubienne et balkanique (1867-1970), par J. Vidalenc.

Russie. U.R.S.S. (1870-1970), par M. Laran.

Collection «Histoire contemporaine générale»

Le premier XVIII^e siècle (1680-1750), par A. Poitrineau.

Le monde à la fin du XVIII^e siècle (1750-1789), par J. Vidalenc.

Révolution. Empire (1789-1815), par L. Genet (2^e édition).

Restaurations. Révolutions. Nationalités (1815-1870), par M. Tacel (3^e édition).

L'apogée de l'Europe (1871-1918), par C. Ambrosi (3^e édition).

De Versailles à Berlin (1919-1945), par P. Milza (4^e édition, 2^e tirage).

Aujourd'hui (depuis 1945), par J. Mathieux et G. Vincent.

tome 1. Généralités. La France. Les pays socialistes. L'Amérique latine. L'Afrique (3^e édition).

tome 2. Les Etats capitalistes. L'Europe. L'Asie. Les relations internationales. Conclusions (2^e édition)

Collection «Relations internationales contemporaines»

Diplomatie européenne et impérialisme (1871-1914), par R. Girault.

Hors collection

La préhistoire du feu, par C. Perlès.

La Russie ancienne (IX^e-XVII^e siècles), par M. Laran et J. Saussay.

Les Français (1945-1975). Chronologie et structure d'une société, par G. Vincent.

Les Français (1976-1979). Chronologie et structure d'une société, par G. Vincent.

Le secrétariat de la Collection est assuré par GERARD DACIER

92

28

Collection «Un siècle d'histoire»

Le Royaume-Uni (1867-1980)

par
Max Tacel

Maître de Conférences
à l'Institut d'Etudes Politiques

MASSON
Paris New York Barcelone Milan
Mexico Rio de Janeiro
1981

DL-11-05-1981-13377



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Masson, Paris, 1981

ISBN : 2-225-68 475-8

ISSN : 0-338-2699-0241-4430

MASSON S.A.
MASSON PUBLISHING USA Inc.
TORRAY-MASSON S.A.
MASSON ITALIA EDITORI S.p.A.
MASSON EDITORES
EDITORIA MASSON DO BRASIL LTDA

120 Bd Saint-Germain, 75280 Paris Cedex 06
14 East 60th Street, New York, N.Y. 10022
Balmes 151, Barcelona 8
Via Giovanni Pascoli 55, 20133 Milano
Dakota 383, Colonia Napoles Mexico 18 DF
Rua da Quitanda, 20/s. 301 Rio de Janeiro R.J.

Table des matières

1. — La fin de l'ère victorienne, l'âge édouardien et la Première Guerre mondiale

<i>Chapitre 1</i>	Le Royaume-Uni en 1867	9
	I. La monarchie parlementaire	9
	II. L'économie et la société	18
	III. Les questions extérieures	27
<i>Chapitre 2</i>	Les progrès de la démocratie politique et l'apogée de l'impérialisme (1867-1905)	33
	I. L'alternance des conservateurs et des libéraux	34
	II. La «Grande Dépression»	44
	III. La prépondérance des conservateurs	50
<i>Chapitre 3</i>	Les gouvernements des libéraux (1906-1914)	70
	I. Le ministère Campbell-Bannerman (1905-1908)	70
	II. La politique sociale et la crise constitutionnelle (1908-1913)	74
	III. La politique coloniale et extérieure	80
	IV. La Grande-Bretagne à la veille de la guerre de 1914-1918	82
<i>Chapitre 4</i>	La guerre de 1914-1918	92
	I. La déclaration de guerre	92
	II. La conduite de la guerre	93
	III. La politique intérieure pendant les années de guerre	99
	IV. La liquidation et le bilan de la guerre	105

2. — L'entre-deux guerres et la Deuxième Guerre mondiale (1919-1945)

<i>Chapitre 5</i>	Les années difficiles, de la fin de la Première Guerre mondiale aux débuts de la grande crise économique (1919-1930)	117
	I. Le cadre économique et social	117
	II. Le cadre politique	126
	III. L'action politique	136
<i>Chapitre 6</i>	La période des crises (1930-1939)	151
	I. La crise et la chute du gouvernement travailliste	151
	II. La résorption de la crise économique	155
	III. L'appréhension de la guerre	163

3. — La Grande-Bretagne de la dernière génération (1945-1980)

<i>Chapitre 7</i>	La Deuxième Guerre mondiale	170
	I. La Grande-Bretagne dans la guerre	170
	II. Les opérations militaires et la diplomatie	177
<i>Chapitre 8</i>	La construction d'un Welfare State et la définition d'une politique extérieure (1945-1957)	194
	I. Les réalisations du gouvernement Attlee	194
	II. Les difficultés des travaillistes et le retour au pouvoir des conservateurs	207
	III. La crise de Suez	218
<i>Chapitre 9</i>	La deuxième « crise britannique du XX ^e siècle » (1957-1974)	223
	I. Les forces politiques	223
	II. L'action gouvernementale	230
	III. La crise des années 1971-1974	246
<i>Chapitre 10</i>	Permanence des problèmes, perspectives de renouveau (1974-1980)	260
	I. La période travailliste (1974-1979)	260
	II. Les débuts du gouvernement Thatcher (1979-1980)	272
<i>Chapitre 11</i>	Bilan social	281
	I. La démographie	281
	II. La population active	282
	III. La répartition de la richesse et des revenus	282
	IV. Les aspects qualitatifs de la société	283
<i>Appendice</i>	Aperçu sur le mouvement intellectuel et artistique	288



1

La fin de l'ère victorienne l'âge édouardien et la Première Guerre mondiale (1867-1918)

La fin de l'ère victorienne
l'âge édouardien
et la Première Guerre
mondiale (1887-1918)

Le Royaume-Uni en 1867

1. La monarchie parlementaire

A. Les pouvoirs

Formé par les Actes d'Union de 1707 et de 1801, qui ont réuni, le premier, l'Ecosse, le second, l'Irlande, à la Couronne d'Angleterre, le Royaume-Uni est, en 1867, une monarchie parlementaire dont les règles de fonctionnement, fixées par un petit nombre de textes échelonnés du XIII^e au XVIII^e siècle, se sont précisées par l'usage depuis l'échec, en 1780, de la dernière tentative de pouvoir personnel, celle de Georges III. La personnalité du souverain, placée hors du jeu politique, est alors particulièrement effacée : depuis le décès, en 1861, de son époux, le prince Albert de Saxe-Cobourg, la reine Victoria, âgée de 42 ans, s'enferme au palais de Buckingham, dans une solitude austère qui inspire au peuple plus d'irritation que de respect. Bien que la Reine conserve la nomination des Lords, le droit de dissolution de la Chambre des Communes, la promulgation des lois (*acts*) et des décrets (*orders*), ainsi que la nomination des archevêques et des évêques, en sa qualité de Suprême Gouverneur de l'Eglise anglicane, la plénitude du pouvoir exécutif appartient au Cabinet dirigé par le Premier Ministre, qui lui dicte ses actes et qui rédige le Discours du Trône, lu au début de chaque session parlementaire, dans lequel sont énoncées les grandes orientations de la politique gouvernementale.

La désignation du Premier Ministre par la Reine n'est qu'une simple formalité. Il ne peut être que le chef (leader) du parti majoritaire à la Chambre des Communes, et, le bipartisme traditionnel assurant nécessairement la majorité absolue à l'un des partis, aucune liberté de choix n'est possible. Le Premier Ministre nomme à son tour les ministres, dont les plus importants, en raison de la nature politique ou de la dignité de leurs fonctions¹, forment le Cabinet au sens restreint. Le gouvernement appartient tout entier à la majorité. En cas de désaccord entre la majorité de la Chambre des

1. *Lord Chancellor* (Justice), *Chancellor of the Exchequer* (Finances), *Secretary of the Foreign Office*, *First Lord of Admiralty*, *Secretary for War*, *President of the Board of Trade* (Commerce), *Secretary of the Home Office* (Intérieur), *Secretary of the Colonial Office*, *Secretary for India*, *Lord President of the Council* (poste honorifique).

Communes et le Cabinet, le Premier Ministre recourt à l'arbitrage du corps électoral après avoir fait dissoudre la Chambre par la Reine, mais le cas est rare ; plus fréquemment, le Premier Ministre peut être amené à provoquer des élections anticipées pour consulter les électeurs sur une question essentielle qui ne leur avait pas été soumise lors de précédentes élections ; enfin, il peut arriver qu'en présence d'une majorité affaiblie ou divisée, le Cabinet cède le pouvoir à l'opposition, dont la première décision doit être la dissolution de la Chambre suivie d'élections. Ces usages, propres au régime parlementaire britannique, ramènent le choix des options politiques au corps électoral par-delà le parti majoritaire à la Chambre.

Le fonctionnement de ce mécanisme n'est plus en harmonie avec la structure du Parlement, dont le bicamérisme et les modalités de désignation perpétuent le système de relations existant au sein de la société du bas Moyen Age. Les deux chambres (*Houses*), la Chambre des Lords et la Chambre des Communes (cette dernière appellation étant impropre : *Commons* signifie Communautés) détiennent ensemble le pouvoir législatif : une proposition de loi (*bill*) ne devient loi (*act*) qu'après son adoption par les deux chambres, la sanction royale nécessaire à sa promulgation étant automatique. La Chambre des Lords remplit, en outre, les fonctions d'une juridiction suprême d'appel et peut juger les crimes contre l'Etat dont elle serait saisie par la Chambre des Communes (procédure d'*impeachment*).

La Chambre des Lords est une assemblée permanente ; présidée par le Lord Chancelier, elle est formée de membres de droit, les deux archevêques et les seize évêques de l'Eglise anglicane, de pairs anglais nommés par la Couronne à titre héréditaire (en fait sur désignation du Premier Ministre), de pairs écossais et de pairs irlandais élus par leurs égaux et généralement reconduits à chaque élection, ainsi que de neuf pairs judiciaires nommés à vie et choisis en raison de leur compétence, dont les avis sont ratifiés sans discussion lorsque la Chambre siège en instance judiciaire. Bien que la plupart des 300 pairs en fonction en 1867 appartiennent à des familles dont l'anoblissement remonte rarement au-delà du XVIII^e siècle, la Chambre des Lords représente l'aristocratie associée à la monarchie, dont elle est la conseillère naturelle. Son prestige est considérable, mais son autorité politique diminue à une époque où sa légitimité est de plus en plus difficilement admise.

La Chambre des Communes compte, en 1867, 658 députés (*Members of Parliament*, M.P.) élus pour sept ans dans un cadre électoral resté très archaïque, qui comporte une représentation distincte des bourgs, des comtés et des universités. Ces dernières Oxford et Cambridge, avec 5 sièges, ne jouent qu'un rôle négligeable. Les bourgs (*boroughs*) ne sont pas à proprement parler des villes, mais des agglomérations à qui deux sièges de députés ont été accordés entre le XIV^e et le XVI^e siècle. Les comtés (*counties*), qui sont des circonscriptions administratives, correspondent électoralement aux parties du territoire qui n'ont pas reçu les privilèges des bourgs ; ils peuvent englober des villes de développement récent. Comtés et bourgs ne s'identifient donc pas à campagnes et villes. Dans les uns et les autres, le droit de vote est exercé par les citoyens qui bénéficient de la franchise électorale, l'élection étant proclamée à la majorité relative à l'issue d'un seul tour de scrutin. La loi du 4 juin 1832 (*Reform act*), la première à uniformiser les conditions de la franchise électorale dans l'ensemble du Royaume-Uni, a réalisé un début d'adaptation du régime électoral à la société née de la révolution industrielle. Dans les bourgs, sont électeurs les occupants, propriétaires ou locataires (à raison d'un homme adulte par famille) d'un appartement d'une valeur locative de plus de 10 £. Dans les comtés, les propriétaires ou les tenanciers, titulaires d'un bail de plus de 60 ans, d'un bien rapportant plus 10 £ de revenu annuel, ainsi que

les tenanciers, titulaires d'un bail de moins de 60 ans, d'un bien rapportant plus de 50 £ de revenu annuel. De plus, 143 sièges étaient transférés de bourgs du Sud et du Sud-Est, qui avaient perdu une partie, parfois la totalité, de leur population au cours des siècles (bourgs pourris), à des comtés industriels ou à de grandes villes du Centre et du Nord de l'Angleterre. Ces dispositions, qui portaient le nombre des électeurs de 435 000 à 650 000, jouaient au profit de la bourgeoisie dans les bourgs et les grandes villes, et d'un petit nombre de fermiers aisés dans les campagnes (la catégorie des tenanciers à long bail étant en voie de disparition). L'aristocratie perdait les sièges des bourgs pourris supprimés, dont elle désignait pratiquement les députés, mais elle conservait son emprise dans les comtés, où les tenanciers se montraient d'autant plus dociles que le scrutin restait public, et même dans de nombreux bourgs qui avaient conservé, malgré leur déclin, un ou deux sièges. La réforme de 1832 ne démocratisait pas le régime électoral, elle introduisait, à côté de la représentation aristocratique, jusqu'alors exclusivement dominante, une représentation des intérêts financiers, industriels et commerciaux. Le personnel parlementaire continuait à se recruter parmi les gentlemen riches, instruits et bien éduqués auxquels une sorte de consensus populaire reconnaissait une vocation à gouverner.

La Chambre des Communes se réunit, comme la Chambre des Lords à Westminster Hall reconstruit après l'incendie de 1834. Elle occupe une salle rectangulaire dans laquelle les deux groupes de la majorité et de l'opposition se font face : les membres du gouvernement siègent au *Treasury Bench*, les leaders de l'opposition au *Front Opposition Bench*, les autres députés sur les bancs (*back benches*) disposés en rangées parallèles derrière les deux premiers. Les séances sont présidées par le *Speaker* ; c'est un député, dont la personnalité donne des garanties d'impartialité, désigné, lorsque se produit la vacance du poste, d'un commun accord par les leaders de la majorité et de l'opposition ; il peut généralement conserver sa charge aussi longtemps qu'il le désire car aucun parti ne lui oppose d'adversaire dans sa circonscription lors des élections successives. Il fixe l'ordre du jour des séances en accord avec le Premier Ministre et le chef de l'opposition, et il les dirige de sa chaire située à l'une des extrémités de la salle, dans l'intervalle entre les bancs des députés ; il accorde la parole aux députés qui réussissent à attirer son regard ; il fait respecter le règlement et rétablit le calme, lorsque les débats deviennent houleux, en répétant simplement «*order, order*» ; les députés doivent ne s'adresser qu'à lui, ce qui tempère la vivacité des discussions ; mais leur bonne éducation suffit habituellement à maintenir la dignité des séances.

La Chambre des Communes peut être invitée à voter, sur proposition de l'un de ses membres, des motions exprimant son opinion. Sa fonction essentielle est le vote des lois et du budget. L'initiative des lois appartient aux députés ; en fait, elle est monopolisée par le gouvernement, qui, seul, prépare le budget ou *Finance Bill*. Bien que rien n'interdise de déposer un projet de loi devant la Chambre des Lords, c'est généralement la Chambre des Communes qui en est saisie en premier lieu. L'adoption d'un *bill* par le Parlement exige trois lectures, c'est-à-dire trois examens successifs suivis de vote. La première lecture se limite le plus souvent à une simple communication du projet à la Chambre ; la deuxième lecture est essentielle : le projet a été étudié en commission (restreinte ou plénière, *Committee of the Whole House*) et a fait l'objet d'une discussion serrée, parfois interminable ; la troisième lecture est particulièrement réservée aux amendements. Chaque lecture de la Chambre des Communes est suivie d'une lecture de la Chambre des Lords avec vote. Le bill est transmis au souverain, pour être promulgué en *act*, après avoir franchi avec succès ces différentes étapes.

Les votes sur les questions importantes se font aux Communes par *division*, c'est-à-dire par un comptage physique des députés favorables ou hostiles, les *ayes* et les *noes*, qui sortent de la salle et y rentrent par deux portes opposées en donnant leur nom aux *divisions clerks* sous le contrôle de deux députés de chaque groupe.

B. Les partis politiques

Le système parlementaire aboutit à l'alternance au pouvoir des deux partis politiques : la majorité gouverne, le parti minoritaire forme l'Opposition de Sa Majesté, qui doit se tenir prête à prendre le pouvoir, et s'assigne pour tâche de critiquer, en termes constructifs, les actes du gouvernement dont le pouvoir, sans elle, pourrait devenir tyrannique.

Le bipartisme (*two party system*) est né dans la deuxième moitié du XVII^e siècle des prises de position de la classe politique sur les limites des pouvoirs respectifs du Roi et du Parlement ; les *tories* entendaient assurer le dernier mot à la prérogative royale, et affirmaient leur fidélité à la légitimité des Stuart ; les *whigs* se prononçaient pour la suprématie du Parlement, représentatif de la Nation, et soutenaient Guillaume d'Orange qui l'acceptait. Les tories défendaient les privilèges de l'Eglise anglicane, étroitement solidaire de la Couronne dont elle était l'autorité morale ; les whigs appuyaient les revendications des protestants non conformistes au nom de la liberté de conscience.

De ces fondements originels du bipartisme, il reste peu de chose au XIX^e siècle : les Stuart sont oubliés, la victoire du Parlement est admise par tous. Les deux partis, même s'ils continuent à s'opposer — pour des raisons électorales plus qu'idéologiques — sur les problèmes confessionnels, s'accordent sur les principes fondamentaux du libéralisme individualiste ; politiquement, ils sont également respectueux de la tradition britannique et manifestent la même hostilité méprisante et inquiète à la révolution de style français ; socialement ils sont aussi prudemment conservateurs l'un que l'autre. Leurs états-majors proviennent d'ailleurs de milieux sinon identiques, du moins très voisins par le niveau de fortune et de culture ; la politique, lorsqu'elle ne met pas en cause l'intérêt supérieur de la Nation, est pour eux d'abord un jeu.

Cependant leur opposition s'est maintenue et même accusée (entretenu, a-t-on dit, par le scrutin à tour unique, voire par la disposition matérielle de la Chambre des Communes, qui ne favorisent pas les rapprochements), mais elle s'est cristallisée sur de nouveaux thèmes, en même temps que les structures des deux partis et même leur nom changeaient. Avec la montée de la société industrielle, le parti whig, peut-être entraîné par ses éléments non-conformistes particulièrement engagés dans les affaires, est devenu le parti de la fortune mobilière, du *moneyed interest* ; le parti tory s'est retrouvé plus étroitement associé aux propriétaires fonciers, au *landed interest*. Les intérêts des deux groupes divergeaient en matière électorale et en matière douanière. Le régime électoral en vigueur avant 1832 assurait la domination des grands propriétaires, c'est-à-dire des tories, sur les Communes ; les whigs furent amenés à s'associer à la petite bourgeoisie radicale, admiratrice de la Révolution Française, qui revendiquait le suffrage universel, pour en obtenir la révision ; les tories eurent la sagesse de composer avec les whigs et de ne pas faire obstruction à la réforme électorale de 1832, qui, en donnant satisfaction à la riche bourgeoisie des affaires, détacha temporairement le parti whig du radicalisme rejeté vers l'agitation révolutionnaire. Quatre

ans plus tard, les whigs lançaient une campagne, soutenue par les plus modérés des radicaux, contre les droits protectionnistes mis en place depuis 1816, en faveur du libre-échange dont les industriels attendaient un développement de leurs exportations ; ils se heurtaient au *landed interest* qui s'alarmait de la concurrence ruineuse à laquelle allait se trouver exposée l'agriculture anglaise ; une partie des tories se rallia pourtant à l'argumentation libre-échangiste, et c'est un ministère tory dirigé par Robert Peel qui démantela, à partir de 1842, le système protectionniste britannique. Tories et whigs se sont encore opposés sur les questions extérieures, les seconds rejetant la politique d'expansion coloniale plus onéreuse que profitable au pays, préconisant une solution négociée des problèmes internationaux comme du problème irlandais, et adoptant une attitude favorable aux mouvements nationaux européens, rognant les crédits militaires et navals, les premiers affirmant des positions plus résolument nationalistes et interventionnistes.

Ces controverses, et surtout les solutions apportées au problème électoral et au problème douanier, devaient avoir des incidences considérables sur la structure et sur l'orientation des deux partis. Au lendemain de la réforme électorale de 1832, le parti tory affaibli devait compenser sa perte d'influence en trouvant d'autres points d'appui que le *landed interest* et l'Église anglicane. Le terme de conservateur, de plus en plus employé pour le désigner, correspond à cette tentative d'élargissement. Deux voies lui furent proposées. La première, celle de Robert Peel, visait à rallier le monde des affaires — d'où sa politique douanière — et à rassembler une vaste coalition de tous les possédants pour la défense de la propriété contre la subversion radicale. La deuxième, celle de Benjamin Disraeli, un transfuge du radicalisme, voulait faire du parti conservateur un parti national de réconciliation en y attirant, par une politique sociale de progrès, les ouvriers, le *common people*, dont il paraissait possible d'exploiter contre les whigs les griefs professionnels et même l'aversion pour la morale puritaine des non-conformistes ; c'est la formule du torysme démocratique annoncée par les romans sociaux de Disraeli, *Sybil*, *Coningsby* (1844-45), dans lesquels il avait déploré la coupure de la société en deux nations, celle des riches et celle des pauvres, dangereusement étrangères l'une à l'autre. Elle n'avait guère de chance de recevoir un accueil favorable au sein du parti conservateur : la jeunesse et les excentricités de son auteur la desservaient ; elle ne présentait aucun intérêt électoral ; elle séduisit pourtant quelques tories du groupe *Young England* formé autour de Lord Ashley, mais leur paternalisme chrétien était fort éloigné des calculs politiques de Disraeli. La formule de Peel paraissait d'une meilleure rentabilité électorale ; la majorité du parti conservateur la rejeta pourtant en refusant, en 1846, de voter l'abolition des droits protecteurs sur les céréales, ce qui revenait à nier l'existence d'intérêts communs entre la propriété foncière et le capital mobilier. Peel et ses partisans, au premier rang desquels Gladstone, se trouvaient désavoués par le parti conservateur, qui, au moment de la mort de Peel, en 1849, paraissait plus faible que jamais. Il n'avait même plus de véritable leader, lord Derby, à la Chambre Haute, manquant d'envergure, et Disraeli ayant dû accepter de partager le *leadership* du parti aux Communes avec deux autres députés.

Le parti whig était le véritable vainqueur des réformes électorales et douanières ; la première lui assura, de 1832 à 1867, 27 années de gouvernement sur 35. Mais il a perdu son unité : face aux whigs proprement dits, réfractaires à de nouvelles réformes et même à la réforme douanière que certains ont rejetée, il comprend des éléments radicaux modérés, venus nombreux après l'échec en 1848 de l'agitation chartiste, qui l'entraînent vers le mouvement ; en 1859, enfin, la plupart des peelites, qui soutenaient déjà les gouvernements whig de leurs votes, le rejoignent. Le terme de libéral, d'abord

employé par les conservateurs avec le sens péjoratif d'agitateur, se substitue à cette époque, entre 1852 et 1859, à celui de whig et caractérise cette transformation du parti qui s'élargit à la *middle-class* et se préoccupe d'adapter les institutions aux exigences d'une société nouvelle. La mort de Palmerston, incarnation du whiggisme, en 1865, permet à Gladstone, devenu leader du parti, de donner toute son ampleur au réformisme libéral.

Le problème du régime électoral se posait de nouveau. Les radicaux, au sein du parti libéral, exigeait sa démocratisation ; un courant d'idées principalement animé par J. Stuart Mill, qui publiait, en 1859, *On Liberty*, y poussait ; il était appuyé de l'extérieur par l'exemple de la France et des colonies à *self-government* qui pratiquaient le suffrage universel. La classe ouvrière faisait preuve de maturité en renonçant à l'agitation révolutionnaire au profit de l'action syndicale et le moment était venu de lui accorder la confiance qu'elle méritait en lui reconnaissant le droit de vote. A ces considérations s'ajoutaient les nombreuses critiques suscitées par l'application de la loi de 1832 à laquelle on reprochait, entre autres, de laisser subsister la corruption parce que le nombre des électeurs était encore trop faible.

Depuis 1852, les libéraux avaient déposé plusieurs *reform bills* ; ils avaient été combattus par les conservateurs et bloqués par Palmerston et les whigs. En mars 1866, Gladstone, chancelier de l'Echiquier du deuxième cabinet Russell, déposa un nouveau projet. Calculé de façon à paraître acceptable à l'ensemble des libéraux et à procurer au parti libéral le maximum d'électeurs, il restait très prudent : la franchise, dans les bourgs, où elle était établie sur la valeur locative de l'appartement, était abaissée de 10 à 7 £ ; dans les comtés, elle passait, pour les tenanciers à court terme, de 50 à 14 £ de revenus annuels ; seraient également électeurs, dans les bourgs, les occupants d'une maison entière (*householders*), et, dans les bourgs comme dans les comtés, les titulaires d'un compte d'épargne de 50 £ au moins ; au total, 400 000 électeurs supplémentaires. Le parti libéral, bénéficiaire de la réforme de 1832, ne tenait pas à modifier profondément la composition du corps électoral. Le projet échoua sous les attaques conjuguées des conservateurs et d'une trentaine de whigs regroupés autour de Robert Lowe dans ce que le radical Bright appelait plaisamment *The Adullam Cave* (la grotte d'Adullam où s'était réfugié David avec ses compagnons mécontents).

Le ministère Russel se retira et fut remplacé, le 2 juillet 1866, par un gouvernement conservateur Derby, dont Disraeli était le chancelier de l'Echiquier.

A cette date, le parti conservateur était en train de se ressaisir : il acceptait le libre-échange, qui s'avérait ne porter aucun préjudice à l'agriculture, et se laissait peu à peu gagner par le torysme démocratique de Disraeli. En présence de l'agitation déclenchée par le rejet du *reform bill*, qui prit la forme d'un début d'émeute à Londres, le 26 juillet, Disraeli sut persuader Derby non seulement qu'il n'y avait pas d'autre alternative pour le gouvernement que de reprendre le texte que les conservateurs venaient de combattre, mais aussi que leur intérêt était de l'élargir afin de faire ressortir la mesquinerie des libéraux et de gagner les suffrages ouvriers dont on pouvait espérer qu'ils se porteraient plutôt sur les candidats conservateurs que sur ceux du parti libéral compromis par ses attaches avec le patronat. C'était un pari à prendre, ce que Disraeli appelait *to leap in the dark* (sauter dans le noir), mais il valait la peine d'essayer — la formule est de Derby- de «rouler» les libéraux (*to dish the whigs*) en enchérissant sur leur timide réformisme.

Le texte définitif, présenté en mars 1867, adopté par les conservateurs et, malgré les critiques de Gladstone, par une majorité de libéraux, accordait la franchise 1) dans les bourgs, à tous les occupants (un homme adulte par famille) d'une maison

entière (*householders*) et aux locataires (*lodgers*) d'un appartement d'une valeur locative annuelle supérieure à 5 £, sous condition qu'ils aient acquitté les taxes locales ; 2) dans les comtés, aux tenanciers à court terme disposant d'un revenu supérieur à 12 £ par an, aux propriétaires et aux tenanciers à long terme disposant d'un revenu supérieur à 5 £ par an ; 3) aux gradués des universités, aux pasteurs, aux médecins, aux instituteurs ; 4) à toutes les personnes adultes de sexe masculin disposant d'un revenu annuel de plus de 10 £ ou d'un compte d'épargne de plus de 60 £. Les personnes qui posséderaient plusieurs de ces qualifications disposeraient d'autant de voix que de qualifications. La loi redistribuait 52 sièges enlevés à des bourgs déchus au profit des centres industriels du Nord de l'Angleterre ; des villes comme Manchester, Leeds, Liverpool, Birmingham, recevaient un troisième siège. Elle était applicable aux élections municipales. En définitive la deuxième réforme électorale, qui faisait passer le nombre des électeurs de 1 056 000 à 2 250 000, étendait le droit de vote à l'ensemble de la *middle class* et à la frange supérieure de la classe ouvrière, dont beaucoup de familles habitaient de petites maisons individuelles. L'avenir seul dirait auquel des deux partis elle allait profiter.

Les deux réformes de 1832 et 1867 ont modifié considérablement la nature des rapports entre électeurs et candidats, imposant du même coup une refonte des structures des partis. Avant 1832, les deux partis whig et tory n'existaient vraiment que sous la forme de leurs groupes parlementaires, dirigés par le leader et encadrés par les *whips*, députés chargés, sous l'autorité d'un *chief whip*, de maintenir la cohésion des groupes et l'unité de vote ; encore ces groupes étaient-ils peu disciplinés : les députés ne se considéraient pas comme liés à leurs électeurs par des engagements et exerçaient leur mandat selon leur conscience. Dans le pays, les membres de la bonne société se réunissaient dans des clubs locaux selon leurs affinités ; des comités informels apparaissaient temporairement à l'occasion des élections pour soutenir les candidats dont le choix dépendait le plus souvent d'un grand seigneur qui dictait aux électeurs leurs votes.

La loi de 1832 instituait des listes électorales² établies par les *overseers of the poor*, car les électeurs doivent avoir acquitté les taxes locales. Les deux partis créèrent alors des *Registration Societies* pour faire inscrire leurs électeurs présumés. Elles se transformèrent ultérieurement en associations permanentes à raison d'une par circonscription (*Constituency Associations*) dont la première fut la *Liberal Registration Association* de Londres, fondée en 1861. Celle de Birmingham, fondée en 1865 par un drapier non-conformiste, Schnadhorst, et un industriel radical et unitarien, Joseph Chamberlain, qui devint maire de Birmingham en 1873 et M.P. en 1876, devait fournir le modèle de ce type d'organisation : divisée en sections par quartiers, elle comportait des comités de sections et un comité central élus par les adhérents, qui étaient appelés à verser une cotisation de 1 s ; pour chaque élection, le comité central choisissait les candidats et définissait la tactique à suivre ; son efficacité, redoutable pour ses adversaires, lui valut le nom de *caucus*, qui désignait aux Etats-Unis les organismes locaux de décision des partis.

Le besoin d'une coordination à l'échelle nationale de ces actions menées au plan local se fit sentir très tôt. En 1832, les conservateurs fondaient, sur l'initiative de Peel, le *Carlton Club*, installé à Pall Mall en 1835 et équipé d'un «chef» français réputé, où les notables des comtés pouvaient rencontrer, dans une ambiance confortable, les

2. Antérieurement, le contrôle de la franchise se faisait au moment du vote par les soins du *shérif*.

dirigeants londoniens du parti. Les libéraux les imitèrent en 1836 en adoptant le *Reform Club* fondé en 1834 sous le nom de *Westminster Club* par des radicaux. Un pas de plus était franchi dans la voie de la centralisation après la deuxième loi électorale. Dès 1867, le parti conservateur créa la *National Union of Conservative and Constitutional Associations*, qui regroupait les *constituency associations* et tenait une conférence annuelle à l'occasion de laquelle était désigné un *Central Council* permanent. En 1877, les libéraux faisaient de même en fondant la *National Liberal Federation*, avec un *Central Office*. La nouvelle organisation, encore très souple, laissait une grande marge d'initiative aux instances locales. Si l'habitude pour les candidats d'adresser un programme à leurs électeurs remonte au *Tamworth Manifesto* de Peel en 1834, ce n'est qu'en 1891 que sera publié, par le parti libéral, un programme national. Le langage politique mettait d'ailleurs en évidence la faiblesse des liens entre les trois niveaux de l'action politique en distinguant, dans chacun des deux partis, le *Constituency Party* (les associations locales), le *National Party* (l'Union ou la Fédération) et le *Parliamentary Party* (les M.P. et les Lords).

C. L'administration locale et les services publics

L'armature interne du Royaume-Uni est extrêmement légère : en vertu du principe du *self government*, la plupart des services publics sont gérés par des autorités locales très faiblement dépendantes du pouvoir central, qui ne dispose lui-même que de rouages de transmission et d'exécution rares et peu efficaces.

La circonscription administrative majeure est le comté, lui-même divisé en *hundreds* et subdivisé en paroisses. Un *lord-lieutenant* y représente le souverain qui le choisit parmi les grands propriétaires de l'aristocratie locale. L'autorité administrative et judiciaire appartient aux juges de paix (*Justices of the Peace*) au nombre de 5 à 10 par comté ; ce sont des membres de la *gentry* locale, nommés par le souverain sur proposition du lord-lieutenant, qui exercent leurs fonctions bénévolement. Ils tiennent des sessions trimestrielles au cours desquelles sont prises des décisions administratives et rendus des arrêts en matière civile, correctionnelle et criminelle, dans ce dernier cas avec l'assistance de deux jurys, dont l'un, de 12 membres, statue sur la mise en accusation, l'autre, de 24 membres, sur la culpabilité du justiciable. L'exécution des jugements est assuré par le *shérif*, nommé par le souverain et assisté d'un *high constable*. Dans chaque paroisse, les juges de paix disposent d'un personnel subalterne aux fonctions spécialisées, nommé par eux ou désigné par l'assemblée de la paroisse (*vestry meeting*) : *surveyor of the highways*, *constable*, *church warden*, *overseers of the poor*.

Les bourgs, qui se distinguent des paroisses par un caractère urbain qu'ils ont parfois perdu au cours des siècles, et par leur privilège électoral, jouissent d'une autonomie particulière. Ils sont administrés par des *corporations*, sortes de conseils municipaux, dont le mode désignation a été uniformisé par le *Municipal Corporation Act* de 1835, qui les a transformés en *town councils*, puis aligné en 1868 sur le régime électoral général. Des commissions, élues ou cooptées, gèrent les services urbains. Londres a un statut spécial. La ville proprement dite est administrée par deux conseils, la *Court of Common Council*, une sorte de parlement élu par les boutiquiers, la *Court of Aldermen*, présidée par le Lord-Maire, véritable conseil municipal dont les membres sont élus à vie par les contribuables. Elle possède depuis 1829 une police métropolitaine (*Scotland Yard*), placée en 1856 sous l'inspection du *Home Office*.

Seule la justice supérieure dépend des tribunaux nationaux, les quatre cours de Westminster, dont les membres sont nommés par le souverain. Leur organisation et leur jurisprudence restent très archaïques. Trois d'entre elles, dites cours de *common law*, jugent selon le droit coutumier ; ce sont le *King's (Queen's) Bench*, la *Court of Common Pleas*, pour les causes criminelles, l'*Exchequer*, pour les procès fiscaux ; elles comptent chacune trois juges sous la direction d'un *Chief Justice* ou d'un *Chief Baron*. La quatrième, Cour d'Équité ou Cour de Chancellerie, présidée par le Lord Chancelier, juge selon le droit romain. Les juges des cours de Westminster se rendent dans les comtés pour examiner en appel les causes entendues par les juges de paix ; ce sont les circuits ou assises. Un personnel auxiliaire de justice (*barristers*, avocats, *attorneys*, avoués, *solicitors*), formé à Londres dans les *Inns of Court (Lincoln's Inn, Gray's Inn, Middle Temple, Inner Temple)*, c'est-à-dire dans les études d'avoués, gravite autour de ces institutions.

Il n'existe pas d'enseignement public. Les écoles primaires, qui ne concernent pas la haute société, sont, en Ecosse, des écoles paroissiales, en Angleterre, des *endowed schools*, dites aussi *voluntary schools*, fondées par des associations pieuses inféodées à l'Eglise anglicane ou aux églises non-conformistes. L'Etat leur alloue depuis 1832 une subvention, qui s'élève à 541 000 £ en 1857, et les fait contrôler par les inspecteurs du *Department of Education* créé en 1856. L'enseignement secondaire, réservé aux classes supérieures et moyennes, est donné dans des *public schools*, dans des *grammar schools* ou dans des *private schools*. Ces dernières sont des établissements à but lucratif. Les autres sont nées de fondations, parfois royales. Les *public schools* ont une majorité d'élèves payants, tous pensionnaires, et jouissent généralement d'une flatteuse réputation qui les fait rechercher par les familles aristocratiques ; les plus célèbres (Eton, Harrow) ont adopté le système d'éducation mis au point par Thomas Arnold à Rugby vers 1830-40, qui allie la formation de la personnalité, le sport et les études classiques. Elles éclipsent les *grammar schools* fréquentées par une clientèle plus modeste à majorité de boursiers. Les établissements d'enseignement supérieur sont encore peu nombreux : quatre universités en Ecosse, quatre en Angleterre, dont les deux universités anciennes d'Oxford et de Cambridge, et les deux universités récentes de Durham (réservée à la théologie) et de Londres (1837), auxquelles s'ajoutent quatre collèges de médecine. Il est officiellement laïcisé depuis que les *tests* d'anglicanisme imposés par Oxford à ses étudiants et à ses professeurs ont été abolis en 1856.

L'appareil militaire ne tient qu'une faible place dans les institutions de l'Etat. L'ordre intérieur est assuré par la milice, financée par les grands propriétaires, dont les hommes (150 000) sont tirés au sort et astreints à quinze jours d'entraînement par an, et dont les officiers, de bonne naissance, sont nommés par le Lord-Lieutenant qui la commande dans chaque comté. L'armée ne compte que 250 000 hommes dont les 2/3 stationnés dans les colonies ; elle se recrute par engagements volontaires (21 ans, réduits à 12, puis à 6 en 1881) ; les grades d'officiers sont vénaux jusqu'à celui de lieutenant-colonel ; de formation médiocre, les officiers sont des hommes du monde qui voient dans la guerre un sport. La guerre de Crimée, en révélant les faiblesses de cette armée, provoqua un début de modernisation, œuvre du secrétaire à la Guerre, Cardwell. La Royal Navy reste l'orgueil de l'Angleterre, mais en 1867 sa situation est précaire.

L'ère du vaisseau de ligne s'est achevée au milieu du XIX^e siècle, la rénovation, commencée avec les premiers cuirassés à l'époque de la guerre de Crimée, ne s'affirme pas avant les années 1880.

On comprend que le Royaume-Uni soit un Etat qui fonctionne économiquement. Le réflexe antifiscal de propriétaire, qui est celui de toutes les assemblées censitaires, est plus prononcé à la Chambre des Communes qu'ailleurs. Le budget de 1870 ne

dépasse pas 73 millions de £. Les dépenses sont essentiellement couvertes par l'impôt indirect : douanes, impôts de consommation dits *excises*, sur les boissons, le tabac, droit de timbre, revenus de la poste (réorganisée en 1839 avec l'introduction du port payé par l'expéditeur au moyen du timbre-poste). Les impôts directs sont la *land tax*, impôt foncier, l'*assessed tax*, impôt sur les signes extérieurs de richesse (voitures, chiens, domestiques mâles), et, depuis 1846, l'*income tax*, impôt sur le revenu déclaré qui, jadis expédient de guerre, devient permanent pour combler le déficit entraîné par l'abaissement puis la suppression des droits de douanes. Les taxes locales sont plus lourdes, à la mesure des services laissés à la charge des paroisses, des bourgs et des villes ; ce sont les *county rates* fixées par les juges de paix pour l'entretien des ponts, les dépenses de justice et de police, la *church rate* (dîme pour l'Eglise anglicane), la *militia rate*, et, la plus lourde, la *poor rate* perçue par l'*overseer of the poor*.

II. L'économie et la société

A. L'économie

Les années 1850-1873, celles du *mid victorian age*, sont traditionnellement considérées comme marquant l'apogée de la suprématie économique mondiale de la Grande-Bretagne. Bien que les historiens économistes contemporains, en particulier R.A. Church³, contestent l'unité de la période et observent que, dès 1860, la forte expansion commencée en 1850 s'est ralentie, le taux de croissance annuel du P.N.B. se situant, entre 1860 et 1870, aux alentours de 2 %, celui de la production industrielle autour de 2,5 %⁴, il n'en reste pas moins que l'avance industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne sur les autres pays s'est maintenue et même accusée en valeur absolue : elle produit, en 1870, 53 % du charbon, 50 % de la fonte, 27 % des cotonnades du monde, et elle effectue 25 % du commerce international. Plus que jamais, elle mérite le qualificatif de *world shop*, atelier du monde.

a) *Les fondements de la primauté britannique.* Les bases permanentes, déjà anciennes, de cette primauté sont la supériorité technique, l'abondance et la mobilité des capitaux, l'esprit d'initiative et le sens du risque calculé des chefs d'entreprise, la vigueur de l'expansion démographique, dont le rôle a peut-être été déterminant. La libéralisation totale de la législation économique, qui a affranchi les entreprises des contraintes qu'elles subissaient encore, celle du commerce extérieur, par l'adoption du libre-échange, ont permis à l'économie britannique de tirer parti au maximum du retournement favorable de la conjoncture internationale intervenu en 1850. On ne saurait négliger, dans cet inventaire, la possession d'un empire colonial dispersé à travers tous les continents et d'une flotte de commerce qui représente le 1/3 du tonnage mondial.

La supériorité technique britannique s'est affirmée à partir du XVIII^e siècle avec la mise au point des mécaniques textiles, la fabrication de la fonte au coke, l'emploi du charbon comme source d'énergie, et, dans le domaine agricole, avec l'introduction de l'assolement quadriennal sans jachère et la sélection du bétail. Au cours du XIX^e

3. *The Great Victorian Boom, 1850-1873*, 1975.

4. P. Deane, W.A. Cole, *British Economic Growth, 1688-1956*, 1967.

la Grande-Bretagne a encore joué un rôle de pionnier dans l'utilisation du caoutchouc, la construction des navires à coque métallique et des locomotives, dans la métallurgie de l'acier avec le convertisseur Bessemer (1856), et, plus tard (1879), avec le four Thomas et Gilchrist, dans le raffinage du pétrole (J. Young, 1850), dans la carbochimie (W. Perkins).

Les capitaux, qui ont permis la mise en œuvre de ces innovations, ont diverses origines : ils proviennent initialement des profits du commerce maritime et de l'accumulation de la rente foncière aux mains des grands propriétaires, puis des gains assurés aux manufactures elles-mêmes par l'emploi des techniques novatrices qui abaissent les coûts de revient, enfin et particulièrement, du produit des exportations industrielles qui bénéficient de termes de l'échange avantageux, les marchandises contre lesquelles elles sont échangées représentant une valeur travail plus élevée. Il s'y ajoute, à partir du moment où la Grande-Bretagne exporte des capitaux, le revenu de ces capitaux ou du moins la fraction qui en est rapatriée, et, pour une part grandissante, les recettes des transports maritimes pour le compte de l'étranger. Selon l'analyse marxiste de la plus-value (le premier volume du *Capital* est publié en 1867), la formation du capital procède de l'aliénation d'une fraction de la valeur du travail fourni par le salarié ; le mécanisme est en réalité plus complexe : le consommateur britannique, les partenaires étrangers du commerce britannique y ont largement contribué.

Plus que l'abondance du numéraire, c'est sa mobilisation et la pratique du crédit qui ont fourni à l'économie britannique les moyens financiers de son expansion. L'une et l'autre sont l'œuvre des banques qui captent les disponibilités monétaires sans les laisser stériliser par la thésaurisation, les remettent en circulation, parfois pour des valeurs supérieures à leurs avoirs réels, en procurant aux entreprises les fonds nécessaires à leur fonctionnement. Aucun pays ne possède un réseau de banques comparable à celui de la Grande-Bretagne. On y distingue les banques privées, *country banks* et *merchant banks*, qui sont la propriété d'un individu, d'une famille ou de quelques associés, et les banques en société par actions, *joint-stock banks*. Les *country banks* sont de petites maisons au capital modeste, qui reçoivent les dépôts d'une clientèle locale et s'en servent pour escompter des traites, ou procurer des moyens de paiement à court terme à des industriels, parfois à des fermiers, en quête de crédit ; elles assurent souvent, par l'intermédiaire de courtiers en effets de commerce, les *bill brokers*, d'importants transferts de fonds des régions agricoles du Bassin de Londres, qui disposent d'excédents financiers inemployés, vers les régions industrielles dont la croissance exige de gros moyens. Les *merchant banks*, qui appartiennent à de gros financiers, Nathan, puis Lionel Rothschild, Hambro, Peabody, Lazard après 1877, pratiquent le crédit d'acceptation, c'est-à-dire qu'elles garantissent de leur simple signature des traites internes dont d'autres banquiers avanceront le montant, et financent le commerce international en escomptant, dans le monde entier les traites tirées par les exportateurs de tous pays sur leurs clients étrangers. Les banques en société par actions n'apparaissent pas avant 1826. Jusqu'alors, la législation applicable à l'Angleterre (et non à l'Ecosse, où existaient six banques en société) en interdisait la création. La loi de 1826 ne les autorise encore qu'à l'extérieur d'un rayon de 65 miles autour de Londres ; c'est en 1833 seulement que cette restriction fut levée ; une dernière loi, en 1858, étendit aux banques la formule de la société à responsabilité limitée accordée aux autres types d'entreprises deux ans plus tôt. En 1870, les plus importantes de ces banques sont la National and Provincial Bank, la Midland Bank, la London and Westminster Bank, la Lloyds Bank ; en 1896 se créa la Barclays ; ce sont les *Big Five*. Leur capital leur permet de drainer des dépôts considérables : 43 millions de £ en

1857, 76 millions en 1884 pour les seules *joint-stock banks* londoniennes ; elles multiplient les succursales en province, et, déjà en 1870, elles ont commencé à absorber les *country banks* ou à se les inféoder.

La solidité de cet édifice est garantie par celle de la monnaie. Depuis le *Bank Charter act* de 1844, la Banque d'Angleterre, fondée en 1694 sous forme de *corporation*, c'est-à-dire de société par actions, ne peut couvrir ses émissions de billets par des valeurs d'Etat ou des effets de commerce que pour 14 millions de £ ; le reste de la circulation fiduciaire doit être couvert en or. Un système rigide, qui contraint la Banque à recourir au relèvement du taux de l'escompte (*bank rate*) toutes les fois que le volume de l'émission tend à se gonfler anormalement, mais qui préserve de tout risque d'inflation. En 1875, le montant des billets de la Banque d'Angleterre s'élève à 27,3 millions de £. La pratique largement développée du chèque et l'importance de la circulation métallique, 100 millions de £, éliminent le danger d'une contraction de crédit⁵.

Les banques ne pratiquent que très rarement l'investissement dans les entreprises ; la Grande-Bretagne n'a jamais connu de banques d'affaires comparables à celles qui ont vu le jour en France sous le Second Empire. L'entrepreneur anglais ou écossais préfère financer lui-même le développement de son affaire pour écarter toute ingérence étrangère. Seul il en assume la responsabilité avec une passion lucide. Acharné à sa tâche, profondément religieux, convaincu que la réussite et le profit sont des dons divins et que le travail fait la dignité de l'homme, il est aussi dur pour lui que pour ses ouvriers dont il rogne les salaires comme il rogne ses dépenses pour acheter de nouvelles machines. De la banque, l'entrepreneur sollicite surtout des crédits à court terme qui alimentent le capital circulant consacré au renouvellement des stocks et aux salaires. Cette attitude correspond à un moment de l'histoire du capitalisme industriel : en 1870 encore, le capital circulant est plus important que le capital constant, la machine exige pour fonctionner de nombreux servants et le poids des salaires dépasse celui de l'investissement dans la comptabilité de l'entreprise⁶. On est ainsi amené à se poser la question : l'abondance de la main-d'œuvre n'a-t-elle pas été le principal facteur de l'expansion industrielle britannique ?

La population britannique est entrée depuis 1770 dans une phase d'expansion rapide parfois qualifiée de révolution démographique. En 1870, le taux de croissance se maintient à un niveau élevé, 12,9 % (le maximum sera atteint en 1876-80, 14,6 %). Le taux de natalité, soutenu et même légèrement accru par l'industrialisation, est de 35,4 %, le taux de mortalité, dont la décroissance marque un palier, de 22,5 %. De 1851 à 1871, la population de la Grande-Bretagne, Irlande non comprise, passe de 20 à 26,1 millions (31,6 millions pour l'ensemble du Royaume-Uni). On compte encore 6,6 enfants par famille dans les couples formés entre 1861 et 1870, aussi la population reste-t-elle jeune (45,7 % de moins de 20 ans en 1871). Le croît démographique alimente une forte émigration : 2 054 000 personnes de 1851 à 1860, 1 674 000 de 1861 à 1870, 259 000 en 1872, mais les 2/3 des émigrants sont des Irlandais embarqués dans des ports britanniques, et, à partir de 1860, l'immigration irlandaise en Grande-Bretagne dépasse sans doute l'émigration britannique vers l'extérieur. La croissance industrielle était donc nécessaire pour faire vivre une population qui grandit au rythme de 1,3 % par an, d'autant que les transformations de la société rurale refoulent vers

5. En 1875, 5 millions de £ de billets émis par d'autres banques que la Banque d'Angleterre, circulent encore. Lorsqu'ils arrivent dans les caisses de la Banque d'Angleterre, celle-ci peut en exiger le remboursement en or.

6. Selon les évaluations de P. Deane ou de C. Feinstein, l'investissement ne dépasse pas 6 ou 7,5 % du PNB, 15 millions de £ par an, entre 1860 et 1869.

les villes une proportion croissante de paysans. L'urbanisation et son corollaire, les migrations des régions agricoles du Sud vers les régions industrielles du Centre et du Nord, des Highlands vers les Lowlands, comme l'industrialisation de la main-d'œuvre, sont des phénomènes liés. Au niveau de l'entrepreneur, le souci d'assurer l'avenir d'une nombreuse progéniture conduit à l'extension de l'entreprise. Enfin l'afflux des travailleurs vers les villes a pesé sur les salaires et indirectement favorisé l'investissement, surtout dans la période antérieure à 1851 où le chômage sévissait lourdement.

Ce chômage s'est à peu près résorbé après le tournant du siècle. La Grande-Bretagne s'est mise en mesure, en effet, de tirer le meilleur parti de la conjoncture expansionniste que connaît l'économie mondiale à partir de cette date par une double adaptation de son régime commercial et de sa législation économique interne.

Depuis la fin des guerres napoléoniennes, la Grande-Bretagne avait pratiqué un protectionnisme sévère : les *Corn Laws*, votées en 1815, frappaient de droits élevés et, dans certains cas, prohibaient les céréales étrangères pour préserver la rente des propriétaires fonciers ; les exportations de machines étaient interdites pour contrecarrer les progrès de la concurrence étrangère et de nombreux produits manufacturés étaient lourdement taxés, parfois prohibés. Un groupe de manufacturiers, regroupés en 1839 dans l'*Anti-Corn Law League*, a engagé, avec le soutien du parti whig, une campagne en faveur du libre-échange qui a abouti à la suppression des prohibitions et de la plupart des taxes douanières entre 1842 et 1853. Ce fut d'abord une politique de libre-échange unilatéral et inconditionnel ; à partir de 1860 seulement, avec l'accord commercial franco-anglais suivi de traités analogues signés avec la plupart des autres pays européens, la Grande-Bretagne a obtenu des mesures de réciprocité. On a beaucoup discuté sur les avantages que l'économie britannique a tirés de cette politique audacieuse. Indéniablement l'industrie a mieux exploité sa supériorité technique ; ses ventes à l'étranger ont été facilitées sans qu'aucune industrie étrangère soit à même de la concurrencer sur son terrain national.

L'aménagement de la législation économique interne a été imposé par la nécessité d'augmenter le capital constant des entreprises pour faire face aux exigences du progrès technique et de l'extension du marché. La Grande-Bretagne avait libéré très tôt l'entreprise individuelle des entraves du régime corporatif, pratiquement disparu dès le XVII^e siècle, mais, comme sur le continent, la société de capitaux, qui couvre ses dirigeants du masque de l'anonymat, inspirait une vive méfiance : une loi de 1719 soumettait la constitution d'une société de plus de six personnes (*corporation*) au vote d'une loi. Au XIX^e siècle, il paraît indispensable de procurer à l'entreprise des moyens financiers que la fortune de son propriétaire ne suffit plus à lui assurer. Un premier texte de 1837 (*Chartered Companies act*) transféra du parlement au gouvernement le droit d'autoriser par une charte la création de *corporations*. La loi du 17 juillet 1856, qui devait inspirer la législation européenne, mit le point final à cette évolution : elle autorisait, sur simple déclaration, la création de sociétés *incorporated*, et laissait aux actionnaires le choix entre la formule de la responsabilité illimitée (ils seraient responsables du passif de la société sur la totalité de leur patrimoine personnel) ou limitée (ils ne pourraient perdre, en cas de faillite, que la valeur de leurs parts, c'est-à-dire de leurs actions) ; dans le deuxième cas, la société devrait faire suivre sa raison sociale de la mention *limited* ou *ltd* (*limited liability society*). Une loi de 1862, dite *Consolidating act*, coordonna l'ensemble des dispositions relatives aux banques, aux assurances et aux autres types d'entreprises ; les sociétés créées sous le régime de cette loi sont dites *consolidated*.

b) *La production et les échanges.* La Grande-Bretagne est, en 1870, le premier pays du monde par la qualité et la densité de ses voies de communication, par la puissance et la variété de sa production industrielle, par la valeur de son commerce extérieur.

La révolution industrielle n'aurait pas été possible sans un réseau serré de voies intérieures assurant l'acheminement des matières premières, souvent importées, vers les centres industriels, et des produits fabriqués vers les ports exportateurs. Sa construction a conditionné le passage de l'économie domestique de subsistance régionale à l'économie nationale et mondiale de marché. Les canaux, achevés dans le premier tiers du XIX^e siècle, et les rivières navigables forment un ensemble continu de 6 300 km de longueur articulé sur les deux systèmes du Grand Tronc et de la Grande Jonction. En 1870, leur activité décline rapidement au profit des chemins de fer dont les 22 000 km de voies (25 000 en 1881) ont été construits, sans intervention de l'Etat, par des compagnies privées, entre 1825 et 1870 ; la concurrence que se font des lignes souvent parallèles et voisines a conduit, dès 1850, à des fusions entre compagnies : en 1885, neuf compagnies exploitent les 2/3 du réseau.

L'industrie usinière (*factory system*), forte consommatrice d'énergie, s'est fixée sur les bassins charbonniers du Pays Noir (périphérie de la Chaîne Pennine, Lowlands, Sud du Pays de Galles) où elle attire les populations et fait proliférer les centres urbains et leurs banlieues. Malgré la transformation en *corporations* de nombreuses firmes particulières, elle reste encore relativement peu concentrée, même si certaines de ses unités dépassent les dimensions habituelles sur le continent : le nombre moyen de travailleurs par entreprise est de 570 dans la construction navale, de 219 dans la sidérurgie, de 177 dans l'industrie cotonnière, mais de 71 dans la bonneterie, de 70 dans le travail de la laine peignée (1871) ; l'industrie à domicile (*domestic* ou *familial system*) n'a pas disparu. La primauté des industries textiles, cotonnades en tête, a caractérisé la première moitié du XIX^e siècle ; elle s'est atténuée en 1870, bien que la production de tissus et de filés n'ait pas cessé d'augmenter (637 000 t de coton consommées en 1871, contre 308 000 t en 1850). La sidérurgie trouve encore sur place l'essentiel de sa matière première ; stimulée par la construction des chemins de fer — dont la fonction d'entraînement a été capitale pour toute l'industrie —, elle a presque triplé sa production de fonte en vingt ans (1850 : 2 Mt ; 1870 : 5,9 Mt) ; l'ère de l'acier commence à peine en 1870, avec une production de 240 000 t. La métallurgie différenciée a connu un essor extraordinaire avec le développement des industries mécaniques dont la Grande-Bretagne détient un quasi monopole mondial ; elle est sans rivale pour la construction des machines à vapeur, des navires en fer, du matériel ferroviaire, des armes à feu, des machines outils (perforeuses, emboutisseuses, découpeuses), des appareils de levage, des machines à coudre, des cycles un peu plus tard.

Le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance de l'industrie. En 1861, 80 % des tissus de coton, 40 % des produits sidérurgiques, des navires, du matériel de chemins de fer, 30 % de l'ensemble de la production industrielle, sont exportés. De 1850 à 1870, les exportations augmentent de 180 %. Elles se composent pour 50 % de produits textiles, pour 25 % de produits métallurgiques, pour 6 % de charbon. Les importations (matières premières, avec en premier lieu le coton, et produits alimentaires) en dépassent le montant depuis 1850. Les services dans lesquels entrent les recettes des transports maritimes effectués pour compte étranger, les commissions bancaires perçues sur des clients étrangers, ainsi que les bénéfices du commerce de transit (importations réexpédiées de ports britanniques vers l'Europe), en bref le produit de ces services d'intermédiaire qui deviennent l'une des principales sources de profit de l'éco-

nomie britannique, compensent le déficit commercial. Les revenus des capitaux placés à l'étranger ou aux colonies constituent, en 1870, un poste très important de la balance des paiements ; ils en assurent le solde excédentaire. Le montant de ces placements, dont l'origine remonte au XVIII^e siècle, n'était encore que de 200 à 250 millions de £ en 1850, investis pour moitié dans des titres d'Etat, obligations françaises, espagnoles, sud-américaines, prussiennes, pour moitié dans des actions de chemin de fer européens ou américains et de compagnies minières ; il atteint en 1870 plus d'un milliard de £ et produit un revenu annuel de 52,5 millions de £. Les exportations de capitaux, intensifiées par l'attrait d'un taux d'intérêt plus élevé, sont désormais méthodiquement canalisées par des banques spécialisées, les *foreign banks*, qui ont leur siège à Londres et leur activité à l'étranger ou dans l'empire : la Hong-Kong and Shanghai Bank (1867) et la National Bank of India (1866) sont les deux plus anciennes. Les capitaux britanniques ont suscité dans le monde entier l'éveil à l'économie d'échange des secteurs dans lesquels ils s'implantent ; ils ont soutenu le crédit et parfois la monnaie des Etats emprunteurs ; simultanément, on l'a déjà noté, les *merchant banks* et les *joint-stock banks* financent le commerce international. Par ces interventions l'économie britannique assume un rôle d'économie dominante qu'aucune autre économie nationale n'est en mesure de lui disputer.

Contrairement aux prédictions des adversaires du libre-échange, l'expansion de l'industrie et du commerce n'a pas été payée d'un déclin de l'agriculture. D'après l'argumentation des *free traders* de 1840, qui reprend la démonstration de l'économiste Ricardo, la libre importation des produits alimentaires des pays d'agriculture extensive devait faire baisser le prix du pain ; les ouvriers pourraient consacrer une plus grande partie de leurs revenus à l'achat de produits manufacturés et les patrons pourraient comprimer ou du moins stabiliser les salaires ; le prix de revient des produits industriels, dans lequel les salaires entrent pour une part importante, se maintiendrait à un bas niveau qui, la supériorité technique de l'industrie britannique aidant, leur garantirait sur les marchés étrangers des conditions de vente privilégiées. En somme, la chute des prix agricoles internes conditionnait l'expansion industrielle et commerciale : l'opposition entre le *landed interest* et le *moneyed interest* était totale. Les choses ne se passèrent pas comme prévu. De 1850 à 1870, et même jusqu'en 1880, les prix agricoles n'ont pas baissé : ils ont été soutenus 1) par l'abondance monétaire, 2) par l'augmentation de la consommation interne due à l'accroissement de la population, au plein emploi et à des hausses de salaires autorisées par les progrès de la productivité, 3) de façon indirecte par les guerres, guerre de Crimée (1853-56), guerre de Sécession (1860-65), plus tard, guerre Russo-turque (1877-78) qui, de décennie en décennie, ont paralysé les exportations des deux grands producteurs agricoles que sont la Russie et les Etats-Unis. Tout au plus le libre-échange, qui a tout de même accru les importations de céréales, a-t-il ralenti la progression des prix agricoles. Le blé ne vaut en 1867-73 que 2 % de moins qu'en 1838-44 ; la viande de bœuf a augmenté de 40 à 50 % entre 1850 et 1867. Bien loin de périr, l'agriculture britannique, encouragée par de hauts profits, s'est modernisée sur l'initiative des fermiers qui empruntent pour investir, et parfois des *landlords* ; elle est devenue en 1870 une agriculture de *high farming*, sans doute techniquement la plus avancée du monde. La production de blé a augmenté de 25 % par rapport à 1850, le cheptel bovin de 12 %. En 1870, la Grande-Bretagne couvre sa consommation à 91 % pour la viande de bœuf, 80 % pour l'orge, 52 % pour le blé.

B. La société

La société britannique s'est dégagée dès le XVI^e siècle de la classification en ordres qui subsiste dans plusieurs pays européens en plein milieu du XIX^e siècle, mais la notion de classe, codifiée dans le langage courant par les termes de *upper*, *middle*, *lower* ou *working classes*, pleinement acceptée par l'opinion, tend à revêtir une rigidité qui limite la mobilité sociale, encore grande dans la première moitié du siècle, à des mouvements à l'intérieur de chaque classe. La révolution industrielle a accusé le cloisonnement entre population rurale et population urbaine, qui se différencient par la nature de leurs revenus et leur mode de vie. C'est ce trait qui donne à la société du *middle victorian age* son caractère original.

a) *Le monde rural*. La terre est encore une base sûre de la richesse. Le paysan la possède rarement : les *yeomen*, petits propriétaires indépendants, et les *freeholders*, tenanciers perpétuels, ont été éliminés par le mouvement des *enclosures*, achevé vers 1830, qui a abouti à une concentration de la propriété dont le recensement de 1873, dit *New Domesday Book*, apporte la preuve : 7 000 personnes possèdent les 4/5 du sol. Les propriétaires sont les membres de l'aristocratie (*nobility*) et de la *gentry*, deux catégories qui forment ensemble les *upper classes* traditionnelles, mais se situent à deux étages différents. L'aristocratie ne compte guère plus de 400 familles, l'*Establishment*, qui se transmettent des titres nobiliaires prestigieux, même s'ils ont été acquis récemment. La plupart d'entre elles détiennent un siège de Lord. Elles possèdent des domaines dont la superficie ne descend pas au-dessous de 4 000 ha, un ou plusieurs manoirs, où elles résident, sauf durant les mois d'hiver de la «saison» londonienne qu'elles passent dans leurs hôtels de la capitale. A leurs revenus fonciers s'ajoutent ceux des immeubles de rapport qu'elles ont fait construire dans les grandes villes. La *gentry*, 3 000 familles, est la classe des «moyens» propriétaires, dont les domaines se situent entre 100 et 4 000 ha ; le *squire* ne quitte pas son village, sauf s'il est M.P., et contrôle attentivement et avec compétence la gestion de ses terres. Les deux groupes, auxquels est réservée l'appellation de *gentlemen*, entretiennent des relations de clientèle à patronat, et sont étroitement liés à l'Église anglicane, qui recrute ses évêques dans le premier, ses *parsons* dans le second. Leur influence politique reste grande auprès d'une population respectueuse des valeurs du passé ; elle est accrue par la surreprésentation des campagnes. Jusqu'à la réforme de 1888, ils dominent le *local government*.

Les domaines sont partagés en fermes de grandes dimensions, de 40 à 120 ha, dont les baux, jadis de longue durée, ne dépassent plus que rarement 12 ou 9 ans. Les fermiers, 250 000 environ, vivent dans une large aisance ; plus que des paysans, ce sont des entrepreneurs de culture assurés de la stabilité grâce au renouvellement quasi automatique de leur bail. Les véritables cultivateurs, 1 250 000, soit 5 en moyenne par exploitation, sont les *labourers*, des ouvriers parfois payés à la journée, mais généralement pourvus par le fermier d'une maisonnette (*cottage*) et d'un jardin dont ils tirent une partie de leur subsistance.

b) *Le monde urbain*. La population urbaine tire ses revenus des profits ou des salaires de l'industrie, du commerce et de la banque.

La *middle class*, 5 millions de personnes vers 1870, est née des affaires. Elle comporte, au sommet, une poignée de capitalistes, fondateurs ou propriétaires de grosses affaires, dont les revenus avoisinent ceux de l'aristocratie foncière, qui les tient pourtant soi-

gneusement à l'écart. Mais de telles réussites, présentées comme des modèles, sont rares. La *upper middle class* est composée de chefs d'entreprises moyennes et florissantes et de ces «ingénieurs» *self made men*, dont Samuel Smiles a tracé le portrait, en 1859, dans un livre à succès, *Self Help*. Entièrement pris par leur métier, ils mobilisent dans la bataille pour l'argent leur savoir — acquis par la pratique plus qu'à la *grammar school* —, leur courage, leur ténacité ; ils sont confortés par la conviction paisible de remplir les desseins de la Providence, de construire la grandeur britannique et de servir l'intérêt général en édifiant leur fortune. La considération publique place à leur niveau, qui correspond à une fourchette de revenus allant de 600 à 4 000 ou 5 000 £, les officiers, les fonctionnaires, encore peu nombreux (56 000), les hommes de loi, les médecins, les professeurs, et, bien au-dessous, dans la *middle middle class* et dans la *lower middle class*, les commis d'entreprises qui compensent la modestie de leurs ressources (150 à 200 £) par la respectabilité de leur tenue et de leur vêtement, ainsi que les boutiquiers, souvent plus fortunés mais moins prisés.

Les ouvriers, plus de la moitié de la population, travaillent tous de leurs mains, mais ils se classent en trois catégories bien différenciées : les *craftsmen* ou *skilled workers*, ouvriers qualifiés qui possèdent la connaissance d'un métier ou savent faire fonctionner une machine (au plus 15 % du total), les *unskilled* employés aux travaux de manutention ou comme auxiliaires des *craftsmen*, les travailleurs à domicile, nombreux encore dans la bonneterie, la confection, la petite métallurgie, où se perpétue la pratique du *domestic system*. Les premiers peuvent gagner de 75 à 90 £ par an, les seconds de 40 à 50 £ ; les derniers, à la discrétion des entrepreneurs de travail qui leur fournissent la matière première et les rétribuent aux pièces, sont les plus mal lotis et n'atteignent, en travaillant dur, que péniblement 30 £ par an. Une famille de quatre personnes a besoin de 75 £ par an pour couvrir ses besoins ; la miche de pain coûte 7 pence en 1870 et l'ouvrier consacre 60 % de son budget à la nourriture ; il est souvent contraint de s'endetter. Les logements exigus et insalubres des grandes villes imposent aux familles un entassement pénible et malsain ; l'alcool dispense l'oubli de la misère. Les années 1850-70 ont apporté cependant quelques progrès : le chômage s'est atténué fortement ; les salaires réels ont augmenté de 15 à 20 % ; la loi de 1847 a ramené à 10 heures par jour la durée du travail pour les femmes et les enfants ; la semaine anglaise, avec la fermeture des ateliers le samedi à 14 heures, a été introduite en 1850 et généralisée ensuite.

La conscience de classe s'est éveillée très tôt dans le milieu ouvrier britannique, mais elle ne conçoit pas l'unité d'action. L'organisation du mouvement ouvrier a, au contraire, accentué les clivages entre les trois catégories de travailleurs. Depuis l'échec du chartisme, en 1848, les ouvriers qualifiés ont renoncé à l'action révolutionnaire, et la mollesse de leurs manifestations en faveur de la réforme électorale prouve qu'ils se passionnent à peine plus pour l'action politique. Ils recherchent l'amélioration de leur condition à travers le coopératisme, le mutualisme et le syndicalisme. Les coopératives, issues du socialisme owénite, au nombre de 900, fournissent à leurs 300 000 adhérents des produits de consommation acquis au prix de gros et revendus sans bénéfice. Les sociétés de secours mutuels, *friendly societies*, servent à leurs membres (4 millions en 1870) des secours de maladie ou de chômage financés par leurs seules cotisations. Le syndicalisme, officiellement autorisé par la législation sur les associations de 1824-25, s'est réorganisé sur la base de *trade-unions* regroupant les ouvriers par métiers (*crafts*) et non par branches industrielles, sur le modèle de l'*Amalgamated Society of Engineers* (mécaniciens) fondée en 1851. En 1868 s'est tenu le premier Congrès des *trade-unions* (*Trades Union Congress*, TUC), qui, réuni régulièrement, trace les grandes

lignes de la stratégie syndicale, sans imposer toutefois à ses adhérents des directives impératives ; il rassemble à peu près 1 million de syndiqués en 1870. Ce syndicalisme, qui est d'ailleurs beaucoup moins sélectif dans le textile que dans la métallurgie, attire une élite ouvrière modérée et rejette, ne serait-ce qu'en raison de ses cotisations élevées (1 s par semaine), la masse des *unskilled*. Il s'oriente vers la négociation avec le patronat et n'emploie la grève que comme un ultime moyen de pression ; il se préoccupe particulièrement de promotion sociale et de formation professionnelle ; il n'est pas exempt d'un certain moralisme.

c) *La spiritualité religieuse*. La société britannique est profondément imprégnée de spiritualité. Le XIX^e siècle est le siècle du déclin de la pratique religieuse, mais rares sont les Britanniques qui font profession d'athéisme et la formation biblique, que tous ont reçue, inspire ou justifie les actes de la vie quotidienne, le comportement politique et social : jusqu'en 1886, on ne peut être admis à siéger aux Communes qu'après avoir prêté serment sur la Bible. Le XIX^e siècle est aussi celui des recherches inquiètes sur l'interprétation de la parole divine, et des *revivals*, c'est-à-dire des renaissances qu'elles ont suscitées dans une ferveur enthousiaste au sein des diverses confessions.

A l'exception de 800 000 catholiques (1870), les Anglais et les Ecosais sont protestants, mais leur individualisme, leur refus d'une autorité imposée ont favorisé la multiplication des églises grâce à la tolérance des pouvoirs publics (*Toleration act* de 1689). Deux d'entre elles jouissent des privilèges d'églises d'Etat ; les autres forment l'ensemble des dénominations non conformistes désigné sous le nom de *Dissent*.

En Angleterre, l'église officielle est la *Church of England*, l'Eglise anglicane, fondée par Henri VIII et Elisabeth I^{re}. Son dogme, d'inspiration lointainement calviniste, est défini par la loi des 39 Articles de 1563 ; elle conserve du catholicisme la justification par les œuvres, la pompe rituelle et la hiérarchie épiscopale (2 archevêques, à Canterbury et à York, 16 évêques) couronnée par le Roi, chef spirituel et temporel. Elle possède de vastes biens et perçoit une dîme (*tythe*) sur tous les sujets du roi, en Angleterre et en Irlande, quelle que soit leur religion. Elle se partage en trois tendances, qui sont de véritables partis : la *High Church*, traditionaliste, attachée à ses prérogatives, à la Couronne, au parti tory ; la *Low Church*, éprise d'évangélisme, qui préconise la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; la *Broad Church*, qui met l'accent sur les devoirs moraux et sociaux du chrétien plus que sur les aspects dogmatiques et rituels de la religion.

En Ecosse, l'Eglise presbytérienne, plus rigoureusement calviniste, occupe une position analogue, mais la tutelle que le Roi exerce sur elle est purement formelle et elle se gouverne elle-même par un système hiérarchisé d'assemblées au sommet duquel se trouve la *General Assembly of the Church of Scotland*.

Les églises non-conformistes, légalement considérées comme des organismes privés, ont en commun l'austérité de leur morale et leur position sur le problème de la grâce, qui n'admet que la justification par la foi. Elles se divisent en trois branches principales : l'Eglise congrégationaliste, rameau séparé de l'Eglise d'Ecosse ; l'Eglise baptiste, qui se singularise par sa pratique d'un deuxième baptême conféré aux adultes ; l'Eglise méthodiste, issue au XVIII^e siècle d'un schisme anglican, qui exige de ses fidèles une pratique régulière (méthodique) des exercices spirituels. Ces églises bourgeoises, fusionnent, se démembrant et se remembrant au gré des angoisses métaphysiques de leurs ministres et de leurs fidèles. Bien d'autres sectes attirent encore les âmes sensibles, celle des Quakers, qui se reconnaissent à l'illumination qu'ils ont reçue de Dieu, l'Ar-

mée du Salut, fondée en 1865 par William Booth, pour inspirer aux riches des sentiments de charité et aux pauvres des sentiments de reconnaissance, sont les plus connues.

Le catholicisme a fortement progressé depuis l'*Emancipation act* de 1829, qui a restitué aux catholiques les droits politiques. Il a été revigoré dans les années 1840-55 par un apport de transfuges de l'anglicanisme, les tractariens (auteurs de *tracts* ou traités théologiques), dont les plus célèbres, Newman, Manning, ont été récompensés par le cardinalat. La papauté a su exploiter cette situation en rétablissant, en 1850, l'archevêché de Westminster, au profit de l'abbé, puis cardinal Wiseman, et 13 évêchés suffragants. Le catholicisme gagne du terrain en milieu ouvrier en affichant des préoccupations sociales qui le mettent en concurrence avec la *Broad Church*.

d) *Les libertés publiques et la presse*. L'attachement aux libertés publiques garanties par l'*Habeas Corpus* (1679) et le *Bill of Rights* (1689), rétablies après la parenthèse des guerres franco-anglaises en 1824-25, est l'autre trait original de la mentalité collective britannique. Il se traduit par la tenue de meetings publics, l'organisation de pétitions et, de façon plus permanente, par l'abondance et la diversité des journaux. La création en 1851, par Paul-Julius Reuter, de la première agence de presse en a amélioré l'information ; la baisse du prix du papier et la suppression, en 1855 et 1861, du droit de timbre et des taxes en a étendu la diffusion. Dès 1815, 16 quotidiens paraissaient à Londres, dont le *Times*, fondé en 1788 ; il existait aussi dès cette époque une presse de province. Les journaux sont des organes d'opinion qui reflètent les orientations des partis politiques sur les grands débats du moment : le *Morning Post*, le *Daily Telegraph*, le *Yorkshire Post*, et même le *Times*, bien qu'il prétende à l'objectivité, sont conservateurs ; le *Daily Chronicle*, le *Manchester Guardian* sont libéraux ; le *Daily News* est favorable aux radicaux. Leur tirage se situe entre 90 000 et 300 000 exemplaires. Le XIX^e siècle a vu se multiplier les revues : *Edinburgh Review*, *Quarterly Review*. En 1841 paraît le premier grand journal satirique, le *Punch*, vite célèbre par ses caricatures. Participant à toutes les grandes campagnes, la presse contribue autant à former l'opinion qu'à l'exprimer. L'analphabétisme, qui touche encore, en 1873, 18,8 % des hommes et 25,4 % des femmes, limite pourtant son audience.

Ne convient-ils pas de rattacher aussi à la volonté d'affirmer la personnalité de l'individu la passion des sports qui s'empare de toutes les couches de la population britannique vers le milieu de l'ère victorienne ? Les règles des sports d'équipe ont été fixées en 1846 pour le *cricket*, en 1863 pour le *football association*, en 1871 pour le *rugby union*.

III. Les questions extérieures

A. La question d'Irlande

Le problème irlandais n'est pas encore un problème extérieur de la politique britannique ; il le deviendra progressivement par la volonté des Irlandais eux-mêmes de rompre l'union avec l'Angleterre.

Intégrée à l'Angleterre par l'acte d'Union de 1801, qui a substitué au Parlement de Dublin une représentation de 100 députés et de 32 lords à Westminster, l'Irlande est un pays de paysans exploitant à titre de tenanciers précaires ou de sous-locataires des lots de terre parfois minuscules découpés dans les grands domaines attribués aux *landlords* anglais à l'époque de Cromwell et de Guillaume d'Orange. Elle souffre par rapport à la Grande-Bretagne d'un grave retard économique : l'agriculture, attardée à des méthodes archaïques, rapporte peu, et, sauf dans la région de Belfast qui possède des fabriques de toile et des chantiers navals, l'industrie est inexistante depuis l'abolition, en 1824, des droits de douanes qui la protégeaient contre la concurrence britannique. La population vit à la limite de la misère : les récoltes désastreuses de 1846 et 1847 ont entraîné une famine qui l'a décimée et le début d'une émigration massive vers les Etats-Unis qui ramènera son effectif de 9 millions en 1846 à 5 millions en 1900. Les Irlandais sont catholiques, sauf dans l'Ulster (15 % de la population) peuplé de colons d'origine écossaise, et, fanatisés par une génération nouvelle de prêtres formés au séminaire de Maynooth, ils s'élèvent avec véhémence contre les discriminations politiques qui frappent les catholiques et contre les privilèges de l'Eglise anglicane, seule église officielle.

Le problème irlandais se pose en trois termes : agraire, religieux et politique. Problème agraire : les paysans irlandais obtiendront-ils des garanties contre la fixation unilatérale des fermages par le *landlord* — ou, plus souvent, par l'agent qui le représente en Irlande — et contre l'éviction arbitraire ? A plus long terme, redeviendront-ils les maîtres du sol autrefois possédé par leurs ancêtres ? Problème religieux : les catholiques obtiendront-ils l'éligibilité aux fonctions publiques ? l'Eglise anglicane sera-t-elle dépossédée de ses droits ? Problème politique : L'Irlande obtiendra-t-elle l'abrogation (*repeal*) de l'acte d'Union et la restauration de son autonomie ?

Depuis les premières campagnes du leader O'Connell en faveur des droits des catholiques, en 1823, les Anglais n'ont pas cessé de se trouver confrontés avec les revendications irlandaises exprimées tantôt par les voies légales, tantôt par l'action violente de groupements révolutionnaires. Leur réaction est un mélange de compassion et d'intransigeance : ils souhaitent sincèrement aider les Irlandais, mais ils les tiennent pour responsables de leur dénuement et sont intimement convaincus que le maintien de l'Union, nécessaire à la sécurité de l'Angleterre, répond aux intérêts de l'Irlande ; beaucoup sont scandalisés des attaques portées contre l'Eglise anglicane. Les gouvernements ont fait alterner, en fonction du comportement des Irlandais, les concessions et la répression (*coercion*). De plus en plus nettement, les libéraux optent pour la conciliation, les conservateurs, pour la fermeté.

En 1867, la solution du problème n'a guère avancé que sur le terrain religieux : en 1829, l'*Emancipation act* a accordé l'éligibilité aux catholiques : en 1835, la dîme en nature perçue par l'Eglise anglicane a été transformée en une taxe acquittée par les propriétaires ; en 1854 a été fondée l'université catholique de Dublin. Ces mesures ne pouvaient suffire à désarmer les Irlandais. Une nouvelle flambée de violences s'annonce avec l'apparition de la *Fenian Brotherhood* (du nom d'un guerrier irlandais légendaire, Finn Mac Coole), qui s'était constituée parmi les Irlandais installés aux Etats-Unis et se propose, avec leur soutien, de libérer l'Irlande par la force. Un premier complot insurrectionnel fut découvert en 1865, et, en 1867, les *Fenians* s'attaquaient en Angleterre même à l'arsenal de Chester, aux prisons de Manchester et de Clerkenwell où étaient enfermés certains de leurs chefs. L'opinion anglaise était brusquement mise en alerte.

tion socialiste plus caractérisée et la démission de Wilson en 1976 pourrait s'expliquer par un refus inavoué de cautionner plus longtemps les initiatives de ministres tels que Benn et Foot.

a) *Le droit syndical.* L'abrogation de l'*Industrial Relations act* était l'un des enjeux de l'élection de février 1974. L'abstention des conservateurs qui, respectant les règles d'usage, ne discutent pas le verdict, même équivoque, du corps électoral, et le soutien des libéraux permirent l'adoption, en juillet 1974, du *Trade-Unions and Labour Relations act* qui rétablissait la légalité du *closed shop* et les différentes formes de piquets de grève et remplaçait la *Industrial Relations Court* par un simple service d'arbitrage consultatif. L'extension de la pratique du *closed shop* à de nouveaux secteurs industriels (chemins de fer, marine, constructions navales, mines, etc.) qui s'en suivit eut pour effet d'accroître encore les effectifs des syndicats (12 millions d'adhérents en 1978 pour le seul TUC) et leur puissance. En 1975, ils obtenaient le vote de l'*Employment Protection act* qui procurait aux travailleurs une meilleure sécurité en matière de garantie d'emploi et le maintien du salaire intégral en cas de chômage technique, de licenciement pour excédent d'effectif (*redundancy*), de maladie et de maternité. En janvier 1977, le rapport d'une commission constituée en 1975 sous la présidence de Lord Bullock, historien de notoriété internationale, révéla un troisième projet du Labour qui parut beaucoup plus révolutionnaire : il préconisait la réorganisation des conseils d'administration des sociétés employant plus de 2 000 salariés sur la base d'une double représentation, égale en nombre et en pouvoir, des actionnaires et des salariés, complétée par un certain nombre de personnalités cooptées d'un commun accord par les deux groupes (système $2x + y$). Ce mécanisme de cogestion inspiré de la loi allemande de 1951 répondait à la volonté récente des syndicats de participer pleinement au contrôle des entreprises ; il concrétisait une conception nouvelle de l'entreprise qui cessait d'être une propriété pour n'être plus considérée que comme un instrument de travail sur lequel les travailleurs qui en vivent exercent des droits identiques à ceux des détenteurs de son capital ; dans l'optique marxiste, les travailleurs récupéraient l'outil de production aliéné au profit du capitalisme industriel. Le gouvernement Attlee avait fondé la démocratie sociale ; l'heure de la démocratie économique était arrivée. Le gouvernement Callaghan annonçait, dans un Livre Blanc publié en mai 1978, le projet de loi qui devait codifier le rapport Bullock. Il n'eut pas le temps de venir au jour avant les élections de 1979.

Ces mesures et ces perspectives provoquèrent la fureur du parti conservateur, qui en étroite association avec la CBI, contre-attaqua avec une rare violence verbale. Fait nouveau et inquiétant dans l'histoire du parlementarisme britannique, la règle qui impose un minimum de collaboration entre le gouvernement et l'opposition semblait oubliée. Les syndicats étaient dénoncés comme des despotes liberticides qui écrasaient les individus sous la tyrannie d'un néo-nazisme. Faisant inconsciemment écho à Stirner, Marg. Thatcher déclarait le 10 octobre 1975 : «Un homme a le droit de travailler comme il veut, de dépenser ce qu'il gagne, de posséder sa propriété, d'avoir l'Etat pour serviteur et non pour maître. Ce sont là des héritages britanniques. Ils sont l'essence d'une économie libre et de cette liberté dépendent toutes les autres.» En mai 1977, la CBI proposait dans une sorte de pamphlet, *In Place of Bullock* (allusion à *In Place of Strife*, de Wilson) de placer à la tête des sociétés un système de conseils à deux degrés, les représentants des ouvriers étant minoritaires dans le degré supérieur, ce qui revenait à les neutraliser. S'attachant à d'autres aspects de l'action gouvernementale, le parti conservateur publiait en octobre 1977 un document, *The Right Approach*,

dont l'auteur J. Prior, s'élevait contre le *closed shop* et recommandait la lutte contre l'inflation, première des priorités, par une politique de rigueur monétaire, aux antipodes du keynésisme, qui aurait pour conséquence naturelle et nécessaire le blocage des salaires. La presse de large diffusion faisait chorus. Le *Sunday Times* titre : «Les trade-unions sont la principale cause de pauvreté dans les Iles Britanniques. Les grèves et les hauts salaires ruinent le pays.» Dans le *Times* du 23 mars 1978, P. Johnson pose, avec des accents cicéroniens, la question : «Combien de temps encore avant que les unions soient sauvées de leurs leaders ?» ; il se lamente sur le sort des travailleurs qui «n'ont plus le choix qu'entre l'adhésion [au syndicat] et le renvoi sans indemnité», et il décoche aux nationalisations cette flèche du Parthe : «Les profits que L'Etat tire du pétrole de la mer du Nord ne peuvent être utilisés à des investissements ni à abaisser la taxation. Des 700 millions de livres que le gouvernement recevra, la totalité ira combler les pertes de la British Steel et de la British Leyland.» Le professeur F.A. von Hayek, maître à penser du parti républicain américain dans les années 1950, prix Nobel en 1974, se mobilise dans le *Times* du 10 octobre 1978 pour énoncer «les puissantes raisons d'abaisser le pouvoir des syndicats» : ils usent de violence et d'intimidation, sont les ennemis de la liberté et la principale cause du chômage et de la baisse des salaires réels. En bref, les syndicats sont les principaux responsables de l'inflation qui condamne la Grande-Bretagne à un état permanent de récession et la conduit à la catastrophe. Au parti conservateur, il appartient de sauver les ouvriers de leurs démons.

b) *Les mesures sociales.* Les mesures sociales dispersées, voire disparates, du gouvernement travailliste, qui ne présentent d'unité que dans leur intention égalitaire, n'ont pas suscité d'aussi vives réactions. Une loi de 1976 supprima le service des lits privés payants dans les hôpitaux, vestige d'une médecine de riches, non sans provoquer une certaine effervescence chez ceux des médecins à qui ils procuraient de substantiels suppléments d'émoluments. Un *Education act* de la même année fit obligation aux autorités locales de fondre tous les établissements d'enseignement secondaire de leur ressort en *comprehensive schools* pour mettre fin à l'orientation sélective des enfants vers des enseignements de qualité inégale ; mesure très discutée dans la *middle class* attachée aux *grammar schools*, et très incomplète car le gouvernement n'osait pas envisager la fermeture sacrilège des *public schools*. Le *Sex Discrimination act* de 1975, qui supprimait les inégalités d'emploi et de rémunération entre hommes et femmes, fut reçu avec une indifférence d'autant plus grande que les entreprises n'en tinrent pas compte.

c) *La politique salariale.* La politique salariale du gouvernement travailliste, bien qu'elle ait été dictée par la conjoncture économique, obéit pourtant à un principe fondamental dont l'inobservation avait entraîné la chute du gouvernement Heath, celui de la libre discussion (*free bargaining*) des conventions entre syndicats et entreprises, le gouvernement se bornant à mettre au point avec le Conseil Général du TUC des directives (*guiding lines*) avalisées par la conférence annuelle du TUC en septembre.

Après avoir aboli le *Pay Board* et renoncé à la formule de la restriction autoritaire des hausses de salaires (*Compulsory wage restraint*), Wilson conclut avec le Conseil Général du TUC, le 26 juin 1974, un «Contrat Social» par lequel les syndicats s'engageaient à respecter un intervalle de 12 mois entre deux rajustements de salaires et admettaient la nécessité d'un parallélisme entre l'évolution des salaires et celle des prix, l'important étant, dans la conjoncture présente, de maintenir le revenu réel des travailleurs plutôt que de tenter de l'augmenter.

L'accord ne fut pas respecté. Des grèves «non officielles», c'est-à-dire non décidées au niveau des unions, dans l'automobile, les chemins de fer, les hôpitaux, arrachèrent des augmentations qui firent progresser les salaires de 23,9 % pour l'ensemble de l'année 1974, de 32,1 % de juillet 1974 à juillet 1975, alors que les prix n'augmentaient, pour chacune de ces deux périodes, que de 16,2 % et 26,3 % ; en juin 1975, les salaires poussant les prix, l'inflation atteignait un taux annuel de 36 %. Le gouvernement lança, le 11 juillet 1975, un appel à la raison dans un Livre Blanc, *The Attack on Inflation*, demandant aux syndicats d'accepter une nouvelle forme, volontaire, de *compulsory wage*. Il fut entendu. Le TUC accepta, pour un an, une limitation de la hausse maximum des salaires hebdomadaires à 6 £, les salaires supérieurs à 8 500 £ par an ne bénéficiant d'aucune augmentation. Cette formule fut reconduite en juillet 1976 avec une limitation à 4,5 % et un plafonnement à 4 £ de la hausse du salaire hebdomadaire, puis en juillet 1977, date à laquelle l'amélioration de la conjoncture permit de fixer la hausse maximum à 10 % pour les douze mois à venir. L'esprit coopératif de certains dirigeants syndicaux, le secrétaire général du TUC, Len Murray, le secrétaire général des *Transport and General Workers*, Tom Jones, l'inquiétude causée par l'impressionnante inflation de l'été 1975, la persistance d'un chômage sévère, les allègements d'impôts au profit des plus bas revenus et l'élévation de certaines prestations de sécurité sociale expliquaient la docilité des salariés. Le gouvernement contenait par ailleurs le laxisme des entreprises qui, par souci de tranquillité, se sentaient disposées à accorder des augmentations supérieures aux normes fixées : Ford, Tate and Lyle furent sanctionnés par une annulation des commandes de l'Etat. Dans l'ensemble, les engagements pris furent respectés : malgré quelques grèves revendicatives, la hausse des salaires ne dépasse pas 9,8 % en 1976, 4,0 % en 1977. La décélération est nette et la hausse des prix qui se poursuit, 17,1 % en 1976, 15,9 % en 1977, ne peut être imputée à celle des salaires qu'elle précède. La distorsion des deux mouvements entraîne une baisse du pouvoir d'achat des salariés.

En octobre 1978, au congrès de Brighton du TUC, J. Callaghan demanda une nouvelle limitation volontaire d'une durée de 12 mois, dont il fixait le niveau à 5 % ; il fallait, expliquait-il, lier le mouvement des salaires non seulement à celui des prix, mais aussi à celui de la productivité, et celle-ci progressait trop lentement pour autoriser une hausse supérieure. En fait, il cherchait à tenir jusqu'au moment où la production du pétrole assurerait l'indépendance énergétique de la Grande-Bretagne. Il se heurta à un refus à peine déguisé. La situation économique était beaucoup plus favorable, l'inflation avait été ramenée à 8 %, le chômage commençait à reculer ; les salariés avaient le sentiment d'avoir financé le redressement par un sacrifice qu'ils n'étaient pas disposés à consentir plus longtemps. Dès l'automne, une vague de grèves, qui devait se poursuivre pendant tout l'hiver 78-79, submergeait le pays, grève des camionneurs et des chauffeurs de cars, grève des hôpitaux, grève de British Leyland, grève des dockers, grève des marins, grève des fonctionnaires. Tous les barrages cédaient : pour 1978, la hausse des salaires était de 24 % en moyenne. L'opinion était révoltée par les gênes qui résultaient des grèves généralisées ; les rapports entre les syndicats et le Labour se tendaient ; le gouvernement était à la merci de ses adversaires.

C. La gestion de l'économie

a) *Les nouvelles nationalisations.* L'expérience prudente de retour à un système d'économie libérale tentée par Ed. Heath provoqua une oscillation inverse du pendule d'une ampleur imprévue. Le gouvernement Wilson pratiqua, sous la pression des circonstances autant que pour répondre aux vœux de la gauche du Labour, une série de nationalisations qui étendirent le secteur public jusqu'à en faire le secteur prépondérant de l'économie à la fois par les effectifs employés et par la valeur de la production. Bien que ces opérations en ordre dispersé soient justifiées dans chaque cas par l'inefficacité de l'entreprise privée, sans référence dogmatique à la clause IV des statuts de 1918, l'économie britannique basculait rapidement du libéralisme à l'étatisme.

Les nationalisations touchent pour la première fois la propriété foncière : le *Community Land act* de 1975 prévoit la possibilité pour les autorités locales d'acquérir les terres «susceptibles de développement» c'est-à-dire mal exploitées ou nécessitant de gros investissements. Pour l'industrie, les conditions des nouvelles nationalisations sont présentées dans le Livre Blanc de 1974, *The Regeneration of the British Industries* et fixées par le *Industry act* de novembre 1975 qui crée un *National Enterprise Board* (NEB) chargé, un peu à la manière de l'IRI italien, d'injecter des capitaux d'Etat dans les entreprises en difficulté en échange d'une prise de participation et d'un droit de gestion. Successivement furent nationalisés en totalité ou en partie Ferranti (matériel électronique), Alf. Herbert (machines-outils), Harland & Wolff, Dunford & Elliot, de nouveaux chantiers navals, le holding Imnos (semi-conducteurs) créé par fusions de plusieurs firmes, et Leyland. Chrysler, d'abord secouru par l'Etat, fut acquis par Peugeot en 1978. La nationalisation totale de l'industrie aéronautique et de la construction navale est prévue en 1977. La vente de 17 % des actions de BP en juillet 1977, qui ramenait de 68 à 51 % la part de l'Etat dans le capital de cette société, répondait à l'intention d'uniformiser le régime des compagnies pétrolières. Simultanément, le *National Economic Development Council* (*Neddy*) voyait son rôle étendu : formé de représentants du patronat (6), des syndicats (6), des entreprises nationalisées (2) et de personnalités diverses sous l'autorité d'un directeur nommé par le gouvernement, il devait établir des plans sectoriels de développement.

Le dirigisme triomphait. Le rôle joué par l'Etat dans l'exploitation des hydrocarbures de la mer du Nord et la dimension nouvelle de la politique conjoncturelle en fournissaient des preuves supplémentaires.

b) *L'exploitation du gaz et du pétrole de la mer du Nord.* La mise en exploitation des gisements de la plate-forme continentale de la mer du Nord, découverts en 1965 pour le gaz, en 1970 pour le pétrole, devait être l'événement économique majeur des années 1975-1980. Ils se présentent en deux bassins, celui du Sud, au large des côtes du Norfolk, qui fournit du gaz, celui du Nord, au large de l'Ecosse et des Iles Shetland, qui fournit du pétrole avec les deux groupes principaux de forage de Brent et de Ninian au sud, du Piper et des Forties au nord. En avril 1976, les réserves de gaz étaient évaluées à 1 430 milliards de m³, celles de pétrole à 3 190 millions de t. (3 % des réserves mondiales ; évaluation de 1980, 10 milliards de barils de 159 l) ; ces estimations seront vraisemblablement révisées en hausse avec les forages à entreprendre, à partir de 1985, dans trois autres zones, le South Western Approaches Basin au sud-ouest de la Cornouaille, le «Nord du 62^e parallèle», au nord-ouest des Iles Shetland,

le Rockall Through, en eaux profondes de plus de 1 000 m à l'ouest des Iles Hébrides. Outre les problèmes techniques de mise en place des plates-formes de forage, de construction d'oléoducs et de gazoducs sous-marins, de récupération «avancée» des poches par injection de gaz et d'eau, se posait celui du prix de revient, 3 à 6 \$, le baril, selon les calculs de 1972, qui paraissait prohibitif lorsque le pétrole saoudien était vendu 2,5 \$ le baril. Il se trouva résolu par la hausse des prix de l'OPEP sur lesquels s'alignèrent les sociétés de la mer du Nord ; en février 1980, le pétrole britannique est vendu 33,75 \$ le baril. Les concessions ont été réparties entre plusieurs sociétés multinationales qui ont fait appel pour leurs investissements à des fonds d'origine diverse, principalement américains et britanniques. Les principales sont BP qui exploite le gisement de Forties et, en association avec Chevron, celui de Ninian, Shell associée à Exxon pour l'exploitation du gisement de Brent, Mobil Oil. En février 1975, le gouvernement britannique leur a imposé une participation de l'Etat de 51 % de leur capital par l'intermédiaire de la British National Oil Co (BNOC) qui exploite elle-même directement 8 % des réserves. Leurs rapports financiers avec l'Etat ont été réglés par l'*Oil Taxation act* de 1975 qui impose leurs bénéfices de royalties égales à 12,5 %, d'une *petroleum revenue tax* de 45 %, en sus de la *Corporation tax* de 17,5 %, 75 % au total ; une fois le capital amorti, les profits des compagnies ressortent à 12,5 % des sommes investies pendant la durée d'exploitation d'un puits. Le *Petroleum and Submarine Pipe-lines act* de janvier 1976 permet en outre à l'Etat de réglementer la production pour l'étaler rationnellement dans le temps. La reine a inauguré le 3 novembre 1975, la mise en service du premier oléoduc, celui des Forties. La production, de 1 million de t. en 1975, atteint en 1979, 80 millions de t. ; on attend de 95 à 105 millions de t. pour 1980 ; les besoins nationaux (100 millions de t. environ depuis les récentes économies d'énergie) ont été couverts en mai 1980. La production doit continuer à progresser jusqu'en 1985, où elle sera de 140-150 millions de t., pour décliner ensuite jusqu'en 2000, sauf nouvelles découvertes. Le «miracle» du pétrole a réglé le problème de l'emploi en Ecosse ; il a amélioré la balance des paiements dont le déficit pétrolier, de 3 947 millions de £ en 1976 (maximum), réduit à 804 millions en 1979, sera transformé en bénéfice en 1980 ; un Livre Blanc de mars 1978, *The Challenge of North Sea Oil*, a proposé l'affectation intégrale de cette source de revenus aux investissements industriels. A noter aussi, bien qu'elle ait passé à peu près inaperçue, la relance en 1976 de la production du charbon, redevenu rentable grâce à la hausse du prix du pétrole, qui devrait encore accroître l'excédent énergétique de la Grande-Bretagne.

c) *La politique conjoncturelle.* Dans l'attente des effets bénéfiques de la manne jaillie des eaux, l'économie britannique a connu, de 1974 à 1979, des fluctuations aussi brutales que le *stop and go* des années 1957-72. Ce qui différencie les deux périodes, c'est l'absence de reprise positive au cours de la seconde : les oscillations de la production ne lui permettent pas de dépasser, sauf faiblement et pour un temps très court, le plus haut niveau précédemment atteint. En 1979, l'indice de la production industrielle est seulement égal à celui de 1973 ; le produit intérieur brut (en monnaie constante) pour 1979 ne dépasse celui de 1973 que de 5,2 %, malgré la croissance de la production pétrolière, alors que sa progression a été de 18 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. La productivité est restée pratiquement constante (gain de 0,5 % entre 1973 et 1978, contre 3,7 % en France). Les profits des entreprises ont baissé de 15 %. Pendant toute la période, à partir de 1975, le chômage est resté important (jamais moins de 5 %) tandis que l'inflation se maintenait à un taux supérieur à 10 %, en dehors de courtes

phases de rémission ; une coïncidence insolite, si l'on se réfère aux crises traditionnelles du régime capitaliste, que l'on a désignée par le terme de stagflation (l'inflation dans la stagnation).

Décrire le phénomène est plus aisé qu'en expliquer le mécanisme car l'imbrication des facteurs qui le déterminent conduit, selon le mode de présentation choisi, à hiérarchiser de façon différente les responsabilités. On notera en premier lieu qu'il n'est pas particulier à la Grande-Bretagne : tous les pays industrialisés ont connu un ralentissement de la croissance accompagnée d'inflation au cours de cette période. L'alourdissement de la «facture» pétrolière et le renchérissement de la plupart des matières premières importées d'une part, le gonflement des dépenses sociales, improductives par essence, d'autre part, poussent à la hausse les prix de revient industriels en même temps qu'ils compriment les profits des entreprises, donc, indirectement, les moyens d'investissement, l'accroissement de la capacité de production et les possibilités de gains de productivité. La hausse des prix et les diverses mesures prises pour juguler l'inflation, comme le relèvement des taux de crédit, réduisent la capacité de consommation de tous les marchés et, par voie de conséquence, la croissance de la production, que contribue également à paralyser la concurrence internationale des Etats-Unis servie par la chute du dollar. Ce recul, même relatif, conjugué avec les progrès, même minimes, de la productivité, engendre le chômage ou l'amplifie. Pourquoi en Grande-Bretagne toutes ces tendances se sont-elles accusées, la décélération se transformant en régression ? Parce que les syndicats ont extorqué des augmentations de salaires déraisonnables qui ont accéléré l'inflation ? Parce que le système de sécurité sociale volatilise inconsidérément le produit du travail et crée un pouvoir d'achat sans contrepartie au niveau de la production dans le cas des indemnités de chômage, de maladie, etc. ? Parce que l'Etat manque de rigueur dans sa gestion des entreprises nationalisées ? Parce que les ouvriers se reposent trop longtemps ou font grève trop souvent ? Parce que la fiscalité écrase les entreprises et décourage les initiatives ? Parce que le patronat refuse tout sacrifice à l'intérêt national ? Parce que les entreprises majorent abusivement leurs prix pour conserver de hauts revenus à leurs propriétaires ou à leurs actionnaires ? Parce que leurs dirigeants manquent d'audace ou ont perdu le sens des affaires ? A moins que ce ne soit parce que la lutte des classes a finalement contaminé l'esprit anglais et que chacune des parties en présence entend obtenir la capitulation de l'autre, son anéantissement ou son asservissement. On ne saurait, sans manquer d'objectivité, choisir entre ces interprétations qui restent du domaine de la polémique.

En mars 1974, la situation économique est dominée par un fort déséquilibre du commerce extérieur (- 5 235 millions de £) qui se retrouve partiellement dans la balance globale des paiements (- 1 646 millions) malgré une balance excédentaire des services et un fort afflux de capitaux étrangers (+ 1 510 millions), par la chute de la livre et par une hausse inquiétante des prix intérieurs. Le gouvernement Wilson a donc pratiqué d'abord une politique déflationniste avec un premier budget, en avril, qui comporte des hausses d'impôts directs et indirects. La montée du chômage (2,5 %), le recul du PNB, de 1,7 % pour l'année, ont paru plus préoccupants au cours de l'été et des corrections de tendance reflationniste ont été introduites dans les budgets complémentaires de juillet et de novembre. En 1975, année de crise mondiale, l'inflation remonte brusquement (à 24 % pour l'année entière) ; la balance des paiements reste presque aussi mauvaise, car les importations de capitaux étrangers ont diminué ; la livre tombe à 1,8 \$ en juin 1976 (contre 2,6 en juin 1972). Le gouvernement poursuit son action déflationniste au prix d'une aggravation du chômage, sans réussir cependant

à empêcher en septembre de forts mouvements spéculatifs qui amèneront la livre à son point le plus bas, 1,56 \$ fin octobre. La hausse du taux d'escompte à 15 % en octobre, un prêt de 2 500 millions de £ consenti par le FMI en janvier 1977, des restrictions budgétaires draconiennes permettront d'éviter le pire. L'année 1977 est celle du redressement. L'expansion reprend dans le monde ; les capitaux étrangers, attirés par le pétrole, affluent massivement (+ 3 019 millions de £) ; le jubilé de la reine se monnaie en gain de devises touristiques ; la contraction imposée à la consommation intérieure par la baisse des salaires réels réduit le déficit commercial maintenant atténué par le volume croissant de la production pétrolière ; la balance des paiements est largement excédentaire (+ 7 361 millions) ; les réserves de change atteignent 11 milliards de £ ; la livre remonte à 1,84 \$ et le gouvernement Callaghan doit freiner les apports de capitaux étrangers en ramenant à 5 % le taux d'escompte, un peu plus tard stabilisé au niveau plus normal de 7 %. La reprise est nette avec un taux de croissance de 3,5 % sur 15 mois (octobre 1976 à décembre 1977), mais le chômage persiste et même s'aggrave (6,5 %) ; c'est le point noir. L'année 1978 est la meilleure depuis 1973 avec une hausse de 3 % du PNB, un taux d'inflation de 8 % à l'automne. Cependant le gouvernement n'entend pas relâcher sa pression déflationniste : les exportations de capitaux ont repris sur une vaste échelle (- 4 807 millions) et elles entraînent un déficit de la balance globale des paiements de 1 126 millions, malgré un excédent de 1 032 millions des paiements courants ; la livre est remontée à 1,96 \$ ce qui recommence à handicaper les exportations ; d'où une pesée sur les hausses de salaires maintenue jusqu'à ce que des gains de productivité substantiels soient acquis et que le pétrole nourrisse les exportations. Le différend entre les syndicats et le gouvernement sur cette politique salariale est à l'origine des nouvelles difficultés qui marquent les dernières semaines du gouvernement Callaghan.

D. La politique extérieure ; les relations avec la CEE

En politique extérieure, hormis les relations avec la Rhodésie, qui sont au point mort, les prises de position sur les relations Ouest-Est, qui sont calquées sur celles des Etats-Unis, seule la question des rapports avec la CEE fait l'objet d'initiatives gouvernementales.

Sur le principe même de l'adhésion au Marché Commun, le Labour avait adopté une attitude réservée, sa gauche s'affirmant franchement hostile. Très logiquement, le gouvernement Wilson décida de soumettre la décision déjà prise par la précédente Chambre à majorité conservatrice au jugement des électeurs par voie de référendum, une procédure novatrice que le Parlement ratifia. Le «Oui», pour lequel Wilson et les modérés du Labour, les libéraux et les conservateurs avaient fait campagne, l'emporta par 67,2 % des voix sur 65 % de votants, soit par 43,7 % du corps électoral. La Grande-Bretagne restait donc dans le Marché Commun, mais il convenait, comme l'avait promis le Labour à l'occasion des élections de 1974, de renégocier les bases de sa participation jugées défavorables sur trois points : le montant de la cotisation britannique au Fonds Communautaire, la politique agricole commune, les modalités des relations entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth. De 1974 à 1980, inlassablement, les Britanniques allaient reprendre avec leurs partenaires d'interminables discussions pour en obtenir la révision.

La cotisation britannique au Marché Commun a été calculée de sorte qu'après l'expiration de la période transitoire, la Grande-Bretagne aura à verser en 1980, 2 079 millions de £, soit 21 % du total, alors que son revenu ne représente que 14 % de celui de l'ensemble de la CEE. C'est une première anomalie. Le gouvernement en relève une seconde. La majeure partie (70 %) du Fonds Communautaire étant affectée à des subventions agricoles, la Grande-Bretagne, du fait de la place minime que l'agriculture occupe dans son économie, ne recevra en retour de la CEE qu'une faible part de ce qu'elle lui aura versé : de 1973 à 1978 (période transitoire), la Grande-Bretagne a effectivement versé 3 245 millions de £ et reçu 1 839 millions, soit une perte de 1 409 millions qui ont été empochés par les agriculteurs français, italiens, danois et hollandais. En 1980, le versement devait être de 2 079 millions, le retour de 1 300 millions, la perte de 779 millions. Sur ce premier point, la Grande-Bretagne n'a obtenu aucune révision consistante jusqu'en mai 1980 ; tout au plus lui a-t-on consenti quelques maigres compensations, l'autorisation de laisser flotter la livre, un prêt en octobre 1976.

La politique agricole commune, dont les principes ont été arrêtés en janvier 1962 sous la pression de la France, vise à subventionner les exploitations rurales et à fixer à un haut niveau le prix des produits agricoles de façon à encourager la production, à maintenir une importante population agricole sous-employée qui a le mérite de voter bien, à assurer à l'Europe continentale le maximum d'auto-alimentation. Couronnée de succès, elle a engendré des excédents d'un coût supérieur aux cours mondiaux dont la CEE subventionne l'exportation vers les pays tiers. Elle procure aux paysans un enrichissement aux dépens des contribuables, c'est-à-dire essentiellement des salariés qui : 1) paient plus cher des produits alimentaires que l'importation procurerait à meilleur compte ; 2) paient en outre pour exporter le surplus dont la présence déprimerait les prix et leur permettrait de dépenser moins pour se nourrir. Le gouvernement britannique, qui, depuis les années 1930, assurait par un système de subventions budgétaires à la fois un prix de vente rémunérateur pour le cultivateur et un prix de marché avantageux pour le consommateur, et que le problème des exportations agricoles ne concerne pas, juge absurde une politique génératrice d'inflation délibérément entretenue. Il s'est efforcé, avec le discret soutien de l'Allemagne Fédérale, de limiter chaque année les hausses incessamment réclamées par la France. Il y a faiblement réussi : en avril 1976, il a fait diminuer les subventions aux exportations ; en avril 1977, il a fait ramener à 3,5 % la hausse des prix initialement envisagée à 18 %. Il a obtenu, jusqu'au 31 décembre 1978, une subvention pour le beurre importé de France à un prix beaucoup plus élevé que celui du beurre néo-zélandais.

Sur le troisième point, la Grande-Bretagne, qui souhaiterait l'ouverture de la CEE au beurre et au mouton néo-zélandais, à la viande de bœuf australienne, au sucre de l'Île Maurice et des Antilles anglophones, ainsi qu'un assouplissement de l'interdiction touchant la préférence impériale, n'a rien obtenu de positif. A titre de dédommagement, la CEE lui a revendu à perte, en septembre 1974, 200 000 t. de sucre achetées au cours mondial de 400 £ la t.

L'acrimonie de la Grande-Bretagne s'explique largement par la médiocrité de ses performances commerciales : de 1973 à 1978, ses échanges avec la CEE ont été constamment déficitaires, le bilan s'élevant pour les six années à - 12 460 millions de £. Cependant, la CEE absorbant plus de 35 % de ses exportations, il ne saurait être question pour elle d'en sortir.

E. Les problèmes régionaux

Les problèmes régionaux, non réglés par le gouvernement Heath, ont soumis les travaillistes à une sévère épreuve.

a) *Ecosse et Galles*. Les gains du SNP et du Plaid Cymru aux élections de 1974 imposaient des mesures d'urgence, car si le Labour ne disposait plus, dans ces deux régions du soutien des partis nationalistes, il courait le risque de ne plus retrouver de majorité aux Communes. Le gouvernement Wilson proposa sa solution dans deux Livres Blancs successifs, *Democracy and Devolution*, *Changing Democracy*, en septembre 1974 et novembre 1975 : pour l'Ecosse, une assemblée législative et un exécutif responsable, pour le Pays de Galles, une assemblée à compétence plus limitée et un exécutif exercé par l'assemblée elle-même par l'intermédiaire de commissions parlementaires ; pour les deux régions, le maintien de leur représentation à Westminster et de deux secrétaires d'Etat membres du cabinet. Un premier bill commun aux deux régions fut écarté le 22 février 1977 ; le gouvernement Callaghan présenta alors (novembre 1977) deux bills distincts qui furent votés malgré l'obstruction conservatrice grâce aux libéraux, leur mise en vigueur étant soumise à un référendum prévu dans chacune des deux régions pour le 1^{er} mars 1979 ; elle n'aurait lieu que si 40 % des électeurs inscrits se prononçaient en sa faveur. Le résultat fut négatif : dans le Pays de Galles seulement 12 % des inscrits, en Ecosse seulement 32,8 % votèrent Oui. Les partisans du statu quo, conservateurs en tête, et les partisans de l'indépendance ou d'une plus large autonomie s'étant coalisés pour voter Non ou s'abstenir. Le processus de la « dévolution » des pouvoirs était donc bloqué.

b) *Ulster*. En Ulster, les tentatives de retour à l'autonomie échouèrent. L'exécutif mis en place en 1973 se trouva affaibli par les élections générales de février 1974 qui donnèrent 11 des 12 sièges de l'Ulster aux Communes aux loyalistes intransigeants. Brian Faulkner démissionna en mai 1974 sous la pression d'une grève déclenchée par l'*Ulster Workers' Council* protestant pour obtenir l'abrogation des accords de Sunningdale. Londres prorogea l'assemblée et rétablit le *direct rule*. En mai 1975, sur l'initiative du secrétaire d'Etat Melwyn Rees, une convention constitutionnelle fut élue ; les partisans les plus résolus de l'union avec l'Angleterre groupés dans le *United Ulster Unionist Council* y enlevèrent la majorité absolue. Le gouvernement Callaghan refusa de leur remettre le contrôle du pays, qu'ils réclamaient ; la convention fut dissoute et le *direct rule* continua, renouvelé chaque année par un vote du Parlement. Ici aussi, situation bloquée, mais dans un climat tragique : les attentats se multiplient et gagnent l'Angleterre (explosion à la Tour de Londres en 1974, à Birmingham, à Londres, assassinat de Lord Mountbatten en 1979) et l'Irlande (assassinat de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Dublin en 1976) ; le *North Ireland Peace Movement* lancé en 1977 par deux femmes, Mairead Corrigan et Betty Williams, pour tenter de mettre un terme à ces sanglants règlements de comptes, n'a pas atteint son but. La visite de Jean-Paul II en Irlande en 1979 aura-t-elle pu d'effet ?

Au plan politique, les initiatives du gouvernement travailliste en matière de régionalisme se sont donc soldées par des échecs qui ont pu contribuer, dans une mesure difficile à apprécier, à sa défaite aux élections de mai 1979.

II. Les débuts du gouvernement Thatcher (1979-1980)

A. Les élections de 1979

L'amenuisement de la majorité parlementaire du gouvernement Callaghan, rendue fragile par la rupture du pacte lib-lab, laissait présager de prochaines élections. On les attendait pour l'automne 1978 ; J. Callaghan commit l'erreur d'en reculer la date dans l'espoir d'une amélioration plus complète de la conjoncture économique. Les grèves de l'hiver 1978-79 lui firent perdre le bénéfice du rétablissement opéré en 1978 ; elles donnaient l'impression que le gouvernement ne contrôlait plus la situation et elles indisposèrent l'opinion, non seulement dans la *middle class* mais dans une large partie de la classe ouvrière. Conscient du danger, le Conseil Général du TUC conclut, le 14 février, un accord avec le gouvernement sur la base d'une augmentation moyenne des salaires de 5 % par an pendant trois ans, ce que Callaghan avait demandé au congrès de Brighton en septembre 1978. Il n'eut pas le temps de produire ses effets. Le 28 mars, sur une motion de censure déposée par les conservateurs, le gouvernement se trouva mis en minorité d'une voix (311 contre 310). Le fait ne s'était plus produit depuis 1924. La dissolution de la Chambre fut prononcée le 7 avril ; les élections eurent lieu le 4 mai.

Elles sont marquées par deux traits d'inégale importance : 1) Le reflux des «petits partis», qui, en 1974, avaient paru grignoter les partis de gouvernement : le parti libéral perd 1 million de voix et 2 sièges sur 13 ; le SNP perd les 2/5, le Plaid Cymru, 1/4 de ses voix, et ils ne détiennent plus respectivement que 2 et 1 sièges contre 11 et 3 en octobre 1974. Moins que la futilité des revendications régionalistes, ou l'inconsistance de la politique libérale, cet affaïssement dénote chez les électeurs, fortement motivés par la vigueur de l'opposition entre les travaillistes et les conservateurs, le désir de voter efficacement comme le prouve la baisse de l'abstentionnisme de 27,2 % à 24 % ; 2) La victoire nette, mais non triomphale, du parti conservateur qui gagne, en valeur absolue, 2,5 millions de voix par rapport à octobre 1974, et l'emporte avec 43,9 % des suffrages et 339 sièges, sur le Labour, réduit à 36,9 % des suffrages, malgré un gain de 100 000 voix, et à 268 sièges. Les conservateurs disposent d'une avance de 22 sièges par rapport à la majorité absolue, suffisante pour résister pendant cinq ans à l'érosion des élections partielles.

B. La composition et l'esprit du gouvernement conservateur

Margaret Thatcher devenait premier ministre. Elle est la première femme appelée à gouverner un grand pays de vieille culture occidentale. Elle représente aussi la fraction socialement la plus récente de l'état-major conservateur, la *lower middle class*. Fille d'un épicier méthodiste de Grantham (Lincolnshire), petite-fille d'un cordonnier gallois et d'un cheminot irlandais, Margaret Roberts, après des études secondaires à l'école privée de filles de Grantham, a pu préparer une licence de chimie à Oxford grâce à une bourse. Elle a épousé en 1951, à l'âge de 25 ans, Mr. Denis Thatcher. Elle s'est orientée ensuite vers les études juridico-financières et a exercé pendant quelque temps la profession d'avocat à Londres. Elle avait animé, dès son passage à Oxford, l'Association des Etudiants Conservateurs ; après deux tentatives malheureuses,

elle fut élue en 1959 député pour Finchley, un fief conservateur de la banlieue cossue de Londres. En 1970, elle devenait ministre de l'Éducation du cabinet Heath, et, en 1975, leader du parti conservateur. Politiquement, M. Thatcher peut se définir comme une disciple du professeur F. von Hayek, dont le livre *Le Chemin de la Servitude* l'a fortement influencée. Partant d'une constatation, d'un postulat politique — à savoir que le socialisme, identifié avec le travaillisme et le trade-unionisme, conduit au fascisme et au nazisme, donc à la servitude — Hayek se prononce, contre le néo-libéralisme interventionniste de Keynes, pour un retour au libéralisme intégral, celui de J.B. Say, qui repose sur l'initiative et la responsabilité individuelles ; il ne recule pas devant l'apologie du profit et de l'inégalité, sources de progrès. M. Thatcher traduit cette pensée un peu froide, à laquelle elle ajoute une pointe de moralisme puritain, avec une conviction passionnée, colorée de romantisme, que reflètent fidèlement ces propos tenus pendant la campagne électorale : « Arrêtez-vous et écoutez. Écoutez la voix qui vient des profondeurs d'une grande et ancienne nation. D'abord un murmure, puis un cri et maintenant une grande clameur de colère pour que nous soyons de nouveau libres et forts, pour que nous puissions prospérer enfin avec un gouvernement à notre service et qui ne cherche pas à nous dominer », ou encore : « Nous devons détruire les fausses valeurs du socialisme qui, à notre insu, a affecté notre vie, nos formes de pensée... qui a tenté de discréditer le profit et de nous en rendre honteux. » « Nos écoles, dit-elle aussi, doivent enseigner notre croyance et la morale chrétienne. Sans fondements religieux en bon état, notre société ne pourra se maintenir. » Ce messianisme, la résolution apparemment inflexible, la ténacité infatigable qui le servent ont valu au premier ministre le titre de *Iron Maid*, traduit en français par la Dame de Fer, et bien d'autres, comme celui de Guerrier de la Politique, décerné par *Le Monde* du 5 mai 1970, sans parler du qualificatif, manifestement impropre, de Rhinocéros, inventé, dit-on, par un chef de gouvernement étranger. Sa féminité, son charme, et même son émotivité qui attendrit l'adversaire, ne sont que des armes supplémentaires dans les combats qu'elle mène.

Le gouvernement Thatcher est composé d'une majorité d'hommes nouveaux et relativement jeunes, en général fortunés, dont la plupart n'ont jamais rempli de fonctions importantes dans les précédents cabinets conservateurs. Heath, lui-même, a été courtoisement tenu à l'écart. Tous les ministres partagent les vues libérales de leur chef et entendent donner à leur action le sens d'une rupture avec la politique de compromis et d'acceptation, le *butskellisme*, pratiquée par les gouvernements conservateurs depuis 1951, mais on distingue parmi eux les faucons et les colombes, les *dry* et les *wet*, dit-on aussi. Les faucons, sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, porte-parole des milieux d'affaires, conseiller économique de M. Thatcher, sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, sont décidés à agir vite, à frapper fort pour extirper les germes de nuisance dont souffre le pays ; les colombes, J. Prior, ministre de l'Emploi, Ian Gilmour, Lord du Sceau Privé, estiment nécessaire une approche prudente des problèmes ; le très influent Lord Carrington, ministre des Affaires Étrangères, semble s'employer à maintenir l'unité de l'équipe.

Les objectifs du gouvernement, quelque peu camouflés pendant la campagne électorale, ont été révélés par le discours du Trône du 15 mai 1979 : contrôle de l'inflation par le seul procédé classique des restrictions monétaires², liberté des prix soumis à la libre concurrence et libre négociation des salaires, réduction des attributions du

2. Selon les thèses du professeur Milton Friedman de Chicago.

National Enterprise Board et reprivatisation d'entreprises nationalisées, réduction massive de l'impôt sur le revenu et contraction de sa progressivité, réglementation de l'exercice des droits syndicaux en matière de *picketing* et de *closed shop*, facilités rendues à la médecine privée, annulation de la loi scolaire de 1976 rendant obligatoires les *comprehensive schools*, abrogation des lois de dévolution concernant l'Ecosse et le Pays de Galles, renforcement des crédits de la police, de l'armée et particulièrement de la défense antinucléaire, affirmation de l'attachement à la formule de l'Europe fédérale qui sauve l'identité des Etats. Un ensemble de conceptions audacieuses dont le réalisme ne sera prouvé que par la confrontation avec la réalité.

C. L'action du gouvernement Thatcher

a) *L'action extérieure.* C'est dans le domaine de la politique étrangère que M. Thatcher a remporté ses succès les plus incontestés.

Elle a réussi sinon à régler, du moins à liquider le problème rhodésien. Le gouvernement blanc de Salisbury, harcelé par la guérilla des nationalistes africains, a finalement accepté le rétablissement temporaire de la souveraineté britannique. Après des élections au collège unique, l'envoyé de Londres, Lord Soames, a fait reconnaître par le principal leader africain, Mobutu, promu premier ministre, les droits civiques et civils des colons. Le 14 mars 1980, l'indépendance du Zimbabwe était proclamée.

Par une négociation conduite avec obstination de novembre 1979 à mai 1980, M. Thatcher a arraché à la CEE une réduction de la contribution britannique pour 1980, de l'ordre de 750 millions de £, susceptible d'être reconduite au cours des deux années suivantes ; elle n'a consenti en échange qu'une augmentation de 5 % des prix agricoles au lieu des 8 % demandés par la France, et n'a pas cédé sur son refus de laisser intégrer la livre au système monétaire européen avec un taux de parité fixe. Cette fermeté rehausse son prestige auprès d'une population qui, comme le montre un sondage d'avril 1980, considère aujourd'hui à une majorité de 57 % que l'adhésion au Marché Commun est préjudiciable à l'économie britannique.

b) *Le retour au libéralisme.* Le budget rétro-révolutionnaire présenté par G. Howe le 12 juin 1979 marque de façon spectaculaire la première phase du retour au libéralisme. Strictement neutre du point de vue économique, il ressemblerait aux budgets classiques du XIX^e siècle destinés à couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Etat, s'il ne conservait les crédits nécessaires à la Sécurité Sociale. Rompant avec la conception fiscale établie par les travaillistes depuis 1945, il ramène le taux maximum de l'impôt sur le revenu (*income tax* et la *surtax* sont confondues depuis 1975) de 83 à 60 % pour les revenus du travail, de 98 à 75 % pour les autres catégories de revenus, et le taux minimum de 33 à 30 % ; il relève de 2 000 à 9 250 £ le seuil du revenu imposable ainsi que celui de toutes les autres tranches de revenus (à titre d'exemple : la tranche de 10 000 à 12 000 £ est taxée à 40 % au lieu de 50 %), le seuil supérieur, correspondant au taux maximum, passant de 24 000 à 25 000. On a calculé que ces dispositions augmentent le revenu net après imposition de 4,75 % pour les contribuables dont le revenu brut est inférieur aux 2/3 du revenu moyen, de 4 % pour les contribuables dont le revenu brut est égal au revenu moyen, de 11 % pour les contribuables dont le revenu brut est le triple du revenu moyen. On a voulu élargir l'éventail des ressources réelles afin de stimuler l'esprit de gain, permettre aux riches de gagner plus parce qu'ils sont les investisseurs potentiels. Pour compenser la diminution des

recettes fiscales directes, le budget augmente la TVA (qui passe à 15 % au taux minimum) et la taxe sur les bénéfiques pétroliers, ce qui aboutit à une modification sensible du rapport impôt direct/impôt indirect aux dépens du consommateur et du principe de l'égalité sociale. Globalement, les dépenses de l'Etat sont diminuées de 1,6 milliard par rapport au budget de 1978-79 (65,3 milliards de £), par suppression de subventions industrielles et amputation de l'aide aux régions défavorisées.

Sans plus attendre le gouvernement Thatcher a libéré les prix et les salaires, supprimé la Commission des Prix, le contrôle des changes, commencé à mettre en vente certaines sections de British Airways et de British Aerospace. Il entend ne conserver d'autres armes contre l'inflation que la manipulation du taux d'escompte, qui a été porté à 17 % le 15 novembre 1979, et les restrictions de crédit bancaire, dont il attend un ralentissement de l'augmentation de la masse monétaire.

Les mécanismes libéraux, dont on s'active à restaurer le fonctionnement, seraient faussés si les syndicats conservaient leurs puissants moyens de pression encore renforcés depuis l'époque où ils avaient été employés à abattre le gouvernement Heath. La réglementation du droit syndical est l'un des objectifs prioritaires du gouvernement Thatcher, mais il ne peut être réalisé qu'avec prudence. Les syndicats ont manifesté leur hostilité à l'égard du gouvernement dès le lendemain des élections. En juillet 1979, le secrétaire général du TUC, Len Murray, a menacé de déchirer les «codes de bonne conduite» si le gouvernement touchait à ce qu'ils considèrent comme des garanties inaliénables, *picketing*, *closed shop*, grèves de solidarité. En août, des grèves d'avertissement ont répliqué aux licenciements décidés pour raison de modernisation dans les chantiers navals. En septembre, le congrès de Blackpool du TUC, qui fait apparaître une nouvelle augmentation des effectifs (12 128 000 adhérents), a réclamé une augmentation des salaires de 30 %, un salaire plancher de 80 £ par semaine, une réduction à 39 heures de la durée hebdomadaire du travail, menaçant d'organiser des grèves tous les deux jours s'il n'obtenait pas satisfaction. Cependant, et bien qu'en définitive les grèves aient fait perdre (en comprenant celles de janvier-février) 24 millions de journées de travail en 1979, aucune offensive générale n'a été engagée contre le gouvernement, soit parce que le niveau du chômage (1,5 million de chômeurs à l'automne) joue un rôle dissuasif, soit parce que les dirigeants installés à la tête des grandes unions en 1978, Moss Evans, des *Transports and General Workers*, Terry Duff, de l'union des métallurgistes, sont des modérés peu enclins à l'épreuve de force.

Le gouvernement a donc été incité par cette modération à passer à l'action. Le 8 décembre 1979, il a déposé un *Employment bill* qui abroge la section IA de la loi de 1974 et l'article II de l'*Employment Protection act* de 1975, et comprend quatre séries de dispositions essentielles : 1) Le *picketing* ne sera autorisé que sur le seul lieu de travail des grévistes, le *picketing* secondaire étant interdit ; 2) Le *closed shop* n'est pas interdit, mais il ne peut avoir effet que s'il a été approuvé par le personnel en vote secret à une majorité de 80 % ; de plus, un certain nombre de raisons, entre autres les convictions politiques, morales ou religieuses, peuvent justifier le refus d'un employé, ou d'une personne en quête d'emploi, d'adhérer à l'union de sa profession et lui permettre ainsi de se soustraire aux conséquences du *closed shop* ; un *Employment Appeal Tribunal* pourra juger des cas d'espèce ; 3) Les élections syndicales devront se faire par vote secret ; la grève devra être décidée dans les mêmes conditions ; 4) Le secrétaire pour l'Emploi pourra publier un Code de Pratiques concernant en particulier le *picketing* et le *closed shop*, cette dernière disposition donnant au projet le caractère d'une loi-cadre. C'est sous cette forme que le bill a été voté en juillet 1980. J. Prior, ministre de l'Emploi, soucieux d'éviter une guerre ouverte avec les syndicats,

souhaite en négocier avec eux l'application, quitte à l'amender ; ce point de vue est partagé par le directeur général de la BCI, sir J. Methven. Les faucons du cabinet pensent au contraire que l'on peut aller de l'avant sans crainte grâce au soutien de l'opinion publique favorable à une limitation des droits syndicaux depuis les grèves de l'hiver 1978-79.

D. Première constatations

Sans négliger l'effet des succès obtenus en politique extérieure — qui n'ont jamais été électoralement déterminants pour aucun gouvernement — on peut penser que le succès où l'échec de l'action gouvernementale se jouera sur les résultats économiques. Analysés dans le court terme, ils sont plutôt mauvais. L'inflation a repris : elle est de 20 % de mai 1979 à mai 1980 contre 7,5 % à la fin de 1978 ; les prix ont augmenté de 17,25 % en 1979 contre 8,25 % en 1978 ; les salaires hebdomadaires, de 14,7 % en 1979 (18,7 % sur la base du dernier trimestre) contre 14,1 % en 1978 et 6,6 % en 1977. Les profits, sociétés pétrolières non comprises, ont baissé de 15 % en 1979 ; les investissements, 17 % du PNB, sont en recul de 5 %. La compétitivité des prix britanniques aurait diminué, d'après la CBI, de 40 % depuis 1975. La production intérieure n'a augmenté que de 0,8 % en 1979 contre 3,4 % en 1978. Les exportations, gênées par l'arrêt des ventes au Nigéria et à l'Iran depuis le début de 1979, n'ont augmenté que de 3 % en 1979, tandis que les importations augmentaient de 11 % ; le déficit commercial est passé de 1 493 millions de £ en 1978 à 3 312 millions en 1979, et la balance des paiements courants, bénéficiaire en 1978 (+ 714 millions), est redevenue déficitaire en 1979 avec - 2 437 millions. Le chômage se situe en mars 1980 à 6,1 %. Pour 1980, l'OCDE prévoit une hausse des salaires de 17 %, une hausse des prix de revient de 19 %, une baisse de 6 % du PIB et de 8 % de la production industrielle, ainsi qu'une aggravation du chômage³.

En présence de ce noir bilan, Mrs. Thatcher reste impavide. Elle compte sur les investissements étrangers, les pétro-dollars des pays arabes en particulier, qui, mis en confiance par sa politique, se déversent sur la Grande-Bretagne au point de rendre la balance globale des paiements positive et de faire remonter la livre de plus de 10 % en un an, sur les exportations de pétrole, et surtout sur les effets bénéfiques à long terme du retour au libéralisme dont il n'est pas question pour elle d'infléchir le cours pour tenir compte des éphémères péripéties de la conjoncture. Aucun gouvernement dans aucun pays, depuis le New Deal, n'a plus totalement méprisé le quotidien.

Qu'en pensent les Britanniques ? Mrs. Thatcher n'a pas besoin de leur demander tant que sa majorité reste suffisante et cohérente. Ils donnent cependant leur avis à l'occasion des élections partielles. Il y en a eu trois, dans trois circonscriptions tenues par des conservateurs, à Manchester, en septembre 1979, dans le Hertfordshire Sud-Ouest, en décembre, dans Southend East en mars 1980 ; partout les travaillistes ont regagné du terrain, et à Southend, le candidat conservateur n'a été élu que par 13 117

3. A la fin de 1980, les salaires ont effectivement augmenté de 20 à 30 % ; le chômage atteint 2 millions de travailleurs (8 % de la population active) ; le nouveau président de la B.C.I., Terence Becket, s'inquiète de la recrudescence des faillites : l'inflation n'est pas jugulée, la masse monétaire a augmenté de 25 % en un an.

voix contre 12 687 au travailliste. Aux élections locales d'avril 1980 (on ne votait ni à Londres, ni dans le Pays de Galles), les conservateurs ont perdu 369 sièges et en ont gagné 38, les travaillistes en ont perdu 24 et en ont gagné 424. Un sondage Gallup du 14 décembre 1979 donnait 51 % de mécontents contre 45 % en septembre ; en mai 1980, selon le *Market and Opinion Research Institute*, 63 % des Britanniques sont mécontents du gouvernement et Callaghan aurait 100 sièges de majorité si les élections avaient lieu à cette date. La démission de ce dernier du leadership du parti travailliste, le 15 octobre 1980, a quelque peu modifié les données du problème. Michaël Foot, le leader de la gauche, lui a succédé temporairement, en attendant que, conformément aux nouveaux statuts, la base désigne le leader définitif. Une victoire de la gauche voire de l'extrême-gauche, au sein du parti travailliste (avec Tony Benn) ne risquerait-elle pas de provoquer la dislocation du parti ?

Documents

Elections Législatives

	28 fév. 1974		10 oct. 1974		4 mai 1979	
Conservateurs	297	37,9	277	35,8	339	43,9
Libéraux	14	19,3	13	18,3	11	13,8
Travaillistes	301	37,1	319	39,2	268	36,9
Communistes	—	0,1	—	0,1	—	—
Plaid Cymru	2	0,6	3	0,6	2	0,4
S.N.P.	7	2,0	11	2,9	2	1,6
Autres (G.B.)	2	0,7	—	0,7	—	} 2,8
Autres (Ulster)	12	2,3	12	2,4	13	
Total	635	100	635	100	635	100

La première colonne donne le nombre de députés ; la deuxième, le pourcentage de suffrages exprimés obtenus. D. Butler, Sloman, *British Political Facts, 1900-1975*, 4^e éd., et informations de presse.

Salaires et pouvoir d'achat

Evolution du salaire hebdomadaire nominal dans l'industrie manufacturière (100 = 31 juillet 1972)			Evolution des prix de détail (100 = 31 juillet 1974)		
Déc. 1973	121		Moy. 1973	92	
Déc. 1974	150	+ 23,9 %	Moy. 1974	108	+ 16,2 %
Déc. 1975	194	+ 29,0 %	Moy. 1975	134	+ 24,0 %
Déc. 1976	213	+ 9,8 %	Moy. 1976	157	+ 17,1 %
Déc. 1977	222	+ 4,0 %	Moy. 1977	182	+ 15,9 %
Déc. 1978	217	+ 24,0 %	Moy. 1978	197	+ 8,2 %
Juin 1979	291	+ 10,0% (par an)	Déc. 1978	204	

(D'après Annual Abstract of Statistics)

Indices de production

	Production intérieure brut (PIB)	Production manufacturière
	(1975 = 100)	
1970	92,2	99,7
1971	93,6	99,8
1972	95,9	102,0
1973	102,6	104,5
1974	100,9	105,1
1975	100,0	100,0
1976	103,2	101,0
1977	104,9	105,8
1978	109,2	109,8
1979	108,0	104,5
1980	105,7	98,3

(D'après Annual Abstract of Statistics et OCDE pour la projection de 1980).

Balances extérieures (millions de £)

	Commerce	Paiements courants	Globale
1970	- 42	+ 731	+ 1 420
1971	+ 261	+ 1 090	+ 3 271
1972	- 722	+ 135	- 1 141
1973	- 2 383	- 875	- 711
1974	- 5 235	- 3 307	- 1 646
1975	- 3 236	- 1 621	- 1 465
1976	- 3 601	- 842	- 3 629
1977	- 1 744	+ 293	+ 7 361
1978	- 1 175	+ 1 032	- 1 126
1979	- 3 312	- 2 437	+ 147

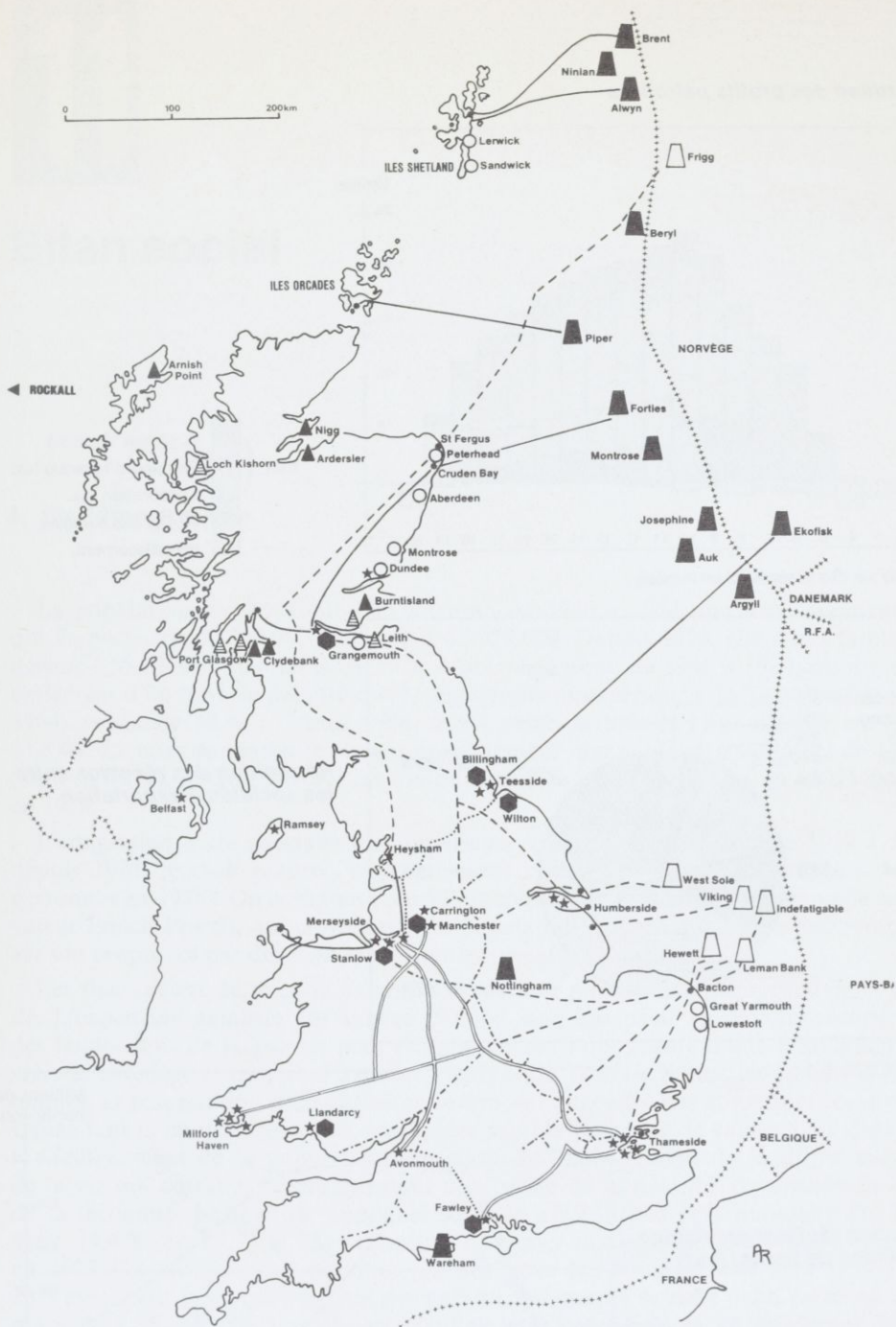
Annual Abstract of Statistics

**Le pétrole de la mer du Nord
(Production - millions de t.)**

1975	1
1976	11
1977	37
1978	42
1979	80

**Recettes budgétaires provenant du
pétrole en 1979 (millions de £).**







Royalties	400
Pétroleum revenue tax	1000
Corporation tax	600
Total	2000
Prévisions 1980	3200










0 100 200km

ROCKALL

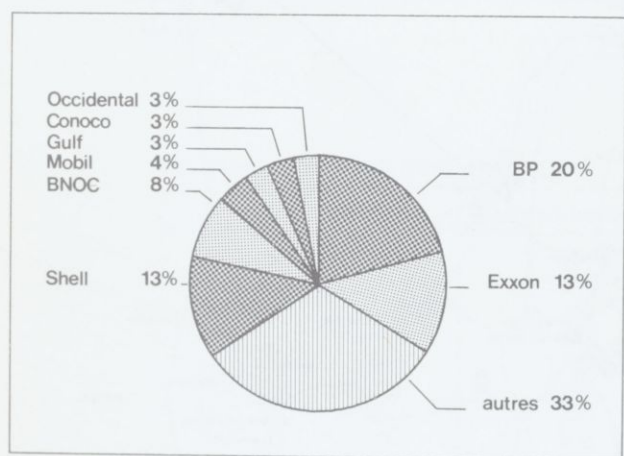
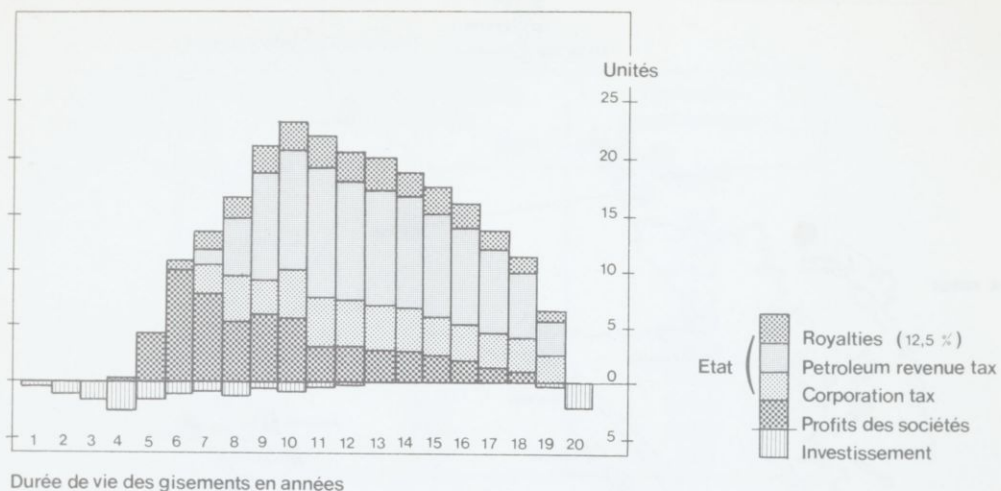
..... frontière internationale ou limites des eaux territoriales en Mer du Nord

-  principaux gisements de pétrole
-  principaux gisements de gaz
-  bases de services pour l'exploitation
-  station terminale d'oléoduc ou de gazoduc
-  oléoduc de pétrole brut
-  oléoduc de pétrole raffiné

-  gazoduc de gaz naturel
-  gazoduc de méthane importé
-  canalisation de produits pétrochimiques
-  raffineries de pétrole
-  complexes petrochimiques
-  chantiers de construction de plates-formes de forage en acier
-  chantiers de construction de plates-formes de forage en béton

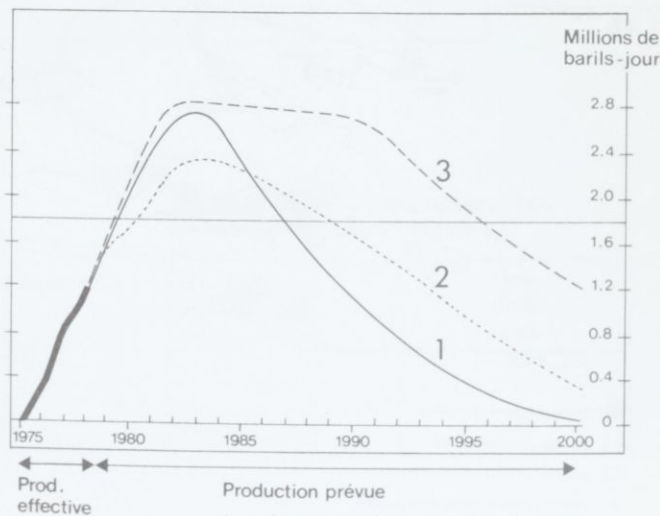
Les hydrocarbures au Royaume-Uni (en 1976).

Répartition des profits pétroliers



Répartition des réserves entre les sociétés d'exportation

Production réelle et prévisions (en millions de barils/jour)



- à partir de l'état actuel des réserves en tenant compte des prospections en cours, hypothèse basse
- en tenant compte des prospections en cours, hypothèse haute
-

(Source : Documentation B.N.O.C., The Economist, 19 janvier 1980)

Bilan social

I. La démographie

La population du Royaume-Uni a connu de 1946 à 1974 une forte augmentation qui l'a portée de 49 200 000 habitants à 55 922 000. Depuis 1974, elle a très faiblement décliné : 55 835 000 habitants en 1978. L'accroissement, de 1946 à 1974, résulte essentiellement d'un taux de natalité élevé, régulièrement supérieur à 16 ‰ et parfois (1948, 1964) voisin de 20 ‰ ; depuis 1964, il n'a cessé de baisser pour tomber en 1977 à 11,8 ‰. Le taux de mortalité restant pratiquement invariable aux alentours de 11,5 ‰ (11,7 en 1977), le croît naturel est tombé de 6,8 ‰ en 1964 (8,2 ‰ en 1947) à 0,1 ‰ en 1978.

L'émigration a été constamment supérieure à l'immigration, sauf de 1959 à 1963 ; depuis 1974, le croît naturel, trop faible, ne compense plus la différence (- 5 400 personnes en 1978). On comprend ainsi l'inquiétude de personnalités comme le conservateur Enoch Powell, qui croient voir la population britannique peu à peu remplacée sur son propre sol par des *natives* du Commonwealth.

Les fluctuations du taux de natalité sont donc le phénomène primordial de la période. L'expansion nataliste des années 1950-64, une fois passé le «boom» récupérateur des lendemains de la guerre, peut s'expliquer par l'optimisme d'une population délivrée du chômage et confiante dans les bienfaits du Welfare State ; les embarras économiques, la réapparition d'un chômage sévère ont engendré des conséquences inverses. Cependant la chute récente des naissances semble procéder de causes plus durables : le vieillissement de la population, corrélatif de l'allongement de la durée moyenne de la vie qui entraîne mécaniquement une baisse de la natalité, et, surtout, la baisse de la fécondité. Le taux de nuptialité s'est, en effet, à peu près maintenu (15 ‰ en 1960, 14,4 ‰ en 1977) et l'âge moyen au premier mariage est sensiblement plus bas en 1971 (24 ans pour les hommes, 22 ans pour les femmes) que vers 1950 (26 et 23,5 ans), mais le nombre moyen des enfants par couple se situe à 1,6 (avec un maximum de 2,36 chez les travailleurs manuels non spécialisés et un minimum de 1,52 chez les «travailleurs non manuels intermédiaires», c'est-à-dire dans la catégorie sociale qui manifeste le plus vif appétit de promotion bourgeoise) contre 2,31 en 1950-54 ; on assiste au triomphe du malthusianisme avec la généralisation des pratiques anti-conceptionnelles. Il est impossible de dire si les tendances actuelles seront durables ; on peut observer cependant qu'un rapport du Comité de Science et de Technologie de la Chambre des Communes, publié en 1973, conseille la stabilisation de la population.

II. La population active

En 1978, 47 % de la population exerce une activité contre seulement 42,8 % en 1949. Ce taux élevé (81 % de la population âgée de 18 à 60 ans) reflète la lenteur des progrès de la productivité, voire le sous-emploi voulu, plus qu'une intensification de l'effort de production. La comparaison de la répartition des travailleurs par secteurs entre 1949 et 1978 fait apparaître : 1) un nouveau recul de la main-d'œuvre agricole dont le poids social devient négligeable ; 2) un développement considérable du secteur tertiaire aux dépens du secteur secondaire qui traduit partiellement la relative stagnation de l'industrie et plus nettement l'attrait exercé par les professions « à col blanc ». A l'intérieur du secteur secondaire, on constate, comme dans tous les pays industrialisés, un transfert de main-d'œuvre des occupations manuelles aux fonctions de contrôle.

Répartition de la population active par secteurs

	1949	1978
Agriculture, forêts, pêche	4,0%	1,7%
Industrie	51,8%	40,7%
Transports	8,6%	6,3%
Secteur tertiaire	33,6%	50,0%
dont fonctionnaires	7,0 %	7,2 %
Divers (Forces armées, employeurs)	2,0%	1,3%

III. La répartition de la richesse et des revenus

Abstraction faite des modifications que le nouveau régime fiscal est susceptible d'introduire, le tableau de la répartition de la richesse et du revenu met en évidence la persistance des inégalités. Elles sont beaucoup plus marquées dans la répartition de la richesse que dans celle du revenu, plus sensible à l'incidence de l'impôt. Il apparaît, en effet, si l'on divise la fortune britannique en deux moitiés égales, que l'une est possédée par 87,9 % de la population, l'autre par 11,8 % ; au niveau supérieur, 2,3 % de la population en détient plus du tiers (33,7 %). Plus remarquable encore, et parfaitement explicable dans un pays qui n'a connu aucun remous révolutionnaire, est la stabilité des fortunes qui restent toujours dans les mêmes mains.

L'étude de la répartition des revenus ne permet pas des simplifications aussi tranchées. Les gros revenus, calculés après le prélèvement fiscal, plafonnent très vite : les revenus de plus de 8 000 £ (approximativement 80 000 F) détenus par moins de 1 % de la population (0,82 %) ne représentent que 4,2 % du total. Une autre lecture du tableau permet d'observer que, dans sa partie supérieure, 19,7 % de la population disposent de 38,1 % du revenu, tandis que, dans sa partie inférieure, 18,9 % de la population n'en perçoivent que 7,4 %. En fait, le tableau ne reflète que très imparfaitement la réalité : les gros revenus sont clandestinement gonflés par la fraude fiscale illégale (dissimulation de revenus provenant de l'étranger par exemple) ou légale (substitution de gratifications en nature, non imposables, à des fractions de salaires).

La pauvreté existe-t-elle encore dans le Royaume-Uni ? En principe les *Supplementary Benefits* alloués par le *National Assistance Board* ou le Supplément Familial de Revenus devraient l'éliminer totalement. Cependant de multiples rapports officiels (comme le *Family Expenditure Survey* de 1971) fournissent des évaluations variant de 700 000 à 2 000 000 sur le nombre des personnes vivant au-dessous de ce que l'on considère aujourd'hui comme le minimum absolu (15 £ par semaine) ; il s'agit de cas spéciaux, foyers de mères célibataires, infirmes, malades sans emploi, etc. Est-il trop optimiste d'affirmer que le véritable dénuement a disparu ?

En revanche, l'appauvrissement relatif de la Grande-Bretagne est une réalité évidente, si l'on s'en tient aux documents officiels. Le PIB par habitant la situe aujourd'hui (OCDE, 1978) très au-dessous de la Suisse, de la Suède, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, au-dessous également de la Belgique, des Etats-Unis, de la France, du Japon, de l'Autriche, au même niveau que l'Italie.

IV. Les aspects qualitatifs de la société

Les aspects qualitatifs de la société britannique contemporaine sont plus difficiles à cerner. Les Britanniques sont-ils plus heureux, se sentent-ils plus libres ?

Apparemment la société britannique est plus libre. Elle a pu être qualifiée de permissive. Les contraintes familiales se desserrent : on compte trois divorces pour dix mariages (les 2/3 des divorcés se remarient, il est vrai) ; l'avortement est pratiqué à peu près à volonté ; le pourcentage des naissances illégitimes atteint 10 %. *Le Women's Lib Movement*, fondé en 1971, souhaite la suppression du mariage ; il existe au moins une communauté d'union libre, la *Selene Community* au Pays de Galles où l'on pratique l'échange entre couples et où les enfants sont élevés par la communauté.

L'émancipation à l'égard des prescriptions de la religion a fait de nouveaux progrès. 92 % des Britanniques continuent à appartenir par le baptême à une confession chrétienne (66 % à l'anglicanisme, 15 % aux autres églises protestantes, 11 % au catholicisme), 3 % sont israélites ou membres d'une confession non chrétienne, 5 % seulement se déclarent athées, mais le taux de la pratique religieuse (difficile à évaluer car la pratique comporte des degrés divers) se situe aux environs de 8 % pour l'anglicanisme, de 20 à 40 % pour les autres sectes protestantes, de 23 à 40 % pour le catholicisme ; de 10 à 12 % pour l'ensemble, il peut tomber à moins de 2 % dans certains quartiers urbains. Au sein même des églises, à l'exception de l'Eglise catholique toujours aussi ferme sur le respect des traditions, l'interprétation des dogmes s'assouplit au point qu'un groupe d'Anglicans a pu publier en 1977 un ouvrage sur *The Myth of God Incarnate*.

En revanche, les Britanniques restent respectueux des valeurs matérielles. La contestation de la société de consommation n'a jamais été que le fait de groupuscules de jeunes gens sans influence, les *Angry Young Boys*, les *Teddy Boys*, dont les violences gratuites et limitées traduisent une volonté d'affirmation de personnalités incapables de s'exprimer positivement. La faiblesse persistante du parti communiste (0,1 % des voix en 1979) montre aussi que le principe de la propriété privée n'est pas sérieusement remis en cause ; sans doute fera-t-on observer que les communistes sont influents dans les syndicats auxquels ils fournissent de 5 à 10 % de leurs cadres dirigeants, mais le

caractère révolutionnaire de cette influence paraît très atténué lorsqu'on voit un Scanlon, ancien membre du parti communiste et secrétaire général du syndicat des Transports, accepter en 1979 son élévation à la pairie.

Les loisirs prennent une place de plus en plus importante dans la vie des Britanniques. La durée hebdomadaire conventionnelle du travail varie entre 36 (mines) et 42 heures (travailleurs agricoles) ; la durée réelle est de 43 heures en moyenne, les heures supplémentaires, bien rétribuées, étant recherchées. Les congés annuels s'étendent, dans la majorité des cas, sur trois à quatre semaines ; le samedi et le dimanche sont entièrement libres. Au plus grand nombre, les voyages en autos (15 millions de voitures particulières), la télévision (dans 97 % des foyers), le *pub*, toujours fréquenté, procurent les divertissements les plus appréciés.

Apparemment on assiste à une certaine uniformisation des façons de vivre qui a pu laisser croire à un embourgeoisement généralisé de la société. Il subsiste pourtant des clivages fondamentaux. Celui de l'éducation d'abord, qui sert de critère au recrutement des éléments dirigeants : l'enseignement supérieur, avec 316 000 étudiants, dont 288 000 à plein temps (1978), n'est que relativement développé, malgré le succès de l'Open University, organisme de télé-enseignement destiné à la formation des adultes, et 19,0 % seulement des jeunes gens de plus de 18 ans, 14,3 % des jeunes gens de plus de 20 ans poursuivent leurs études. La différenciation se fait d'ailleurs moins entre les individus issus de l'enseignement supérieur et ceux qui n'ont reçu qu'une formation secondaire qu'entre les anciens élèves des *public schools* et les anciens élèves des établissements d'Etat ; 61 % des fonctionnaires supérieurs, 78 % des directeurs de banques, 80 % des hauts magistrats, 64,4 % des parlementaires conservateurs (1970) appartiennent au premier groupe, qui constitue toujours une classe dirigeante à laquelle seul le personnel syndical, souvent récompensé par des QUANGO¹, apporte un contrepoids². D'autre part, selon J.H. Goldthorpe³, il n'est pas vrai que la classe ouvrière adopte le comportement socio-politique de la *middle class*, même si elle en adopte le mode de vie toutes les fois qu'elle le peut : l'ouvrier, même le mieux payé, se considère toujours comme un homme qui vend son travail ; il reste attaché au trade-unionisme, même s'il n'y milite pas activement, et au Labour party, son défenseur attitré, en dépit de manifestations passagères de mauvaise humeur. L'Angleterre des deux nations n'a donc pas disparu, ni sur le plan matériel ni sur le plan moral ; la nation inférieure a seulement réduit la distance qui la séparait de la nation supérieure et acquis les moyens de se faire respecter d'elle.

1. *Quasi non governmental offices* : hautes fonctions grassement rémunérées à la tête d'organismes publics ou semi-publics, économiques, sociaux, culturels, dont l'attribution à des dirigeants syndicalistes prenant leur retraite suscite des protestations indignées ou des remarques ironiques.

2. P. Stanworth, A. Giddens, *Elites and Power in British Society*, p. 214-215 : « On peut affirmer que le système d'éducation de l'*Establishment* a été employé pour assurer un esprit commun sur la légitimité de l'ordre existant parmi ceux qui ont à occuper des positions de pouvoir et de décision en particulier aux plus hauts, mais aussi aux moyens niveaux de pouvoir... Une chose est claire : le maintien d'une vieille classe dominante comme entité sociologique dépend de la préservation d'une forme séparée d'éducation où les valeurs de cette classe peuvent être nourries et maintenues... Il est remarquable que le système privilégié d'éducation tel qu'il existe dans les *public schools*, à Oxford et Cambridge ait pu survivre aux bouleversements des siècles passés. »

3. J.H. Goldthorpe, *The Affluent Worker in the Class Structure*.

Documents

Démographie

Répartition de la population par âges (1978)		Espérance de vie à la naissance (1971)
Moins de 18 ans	26,8 %	Hommes 70 ans Femmes 75 ans
De 18 à 60 ans	58,7 %	
Plus de 60 ans	14,5 %	

(Annual Abstract of Statistics, 1980).

Répartition de la richesse (1977)

(Nombre de titulaires : 19.337.000-Fortune totale : 210.800 millions de £)

Pourcentage des titulaires	Montant de l'avoir	Pourcentage de la fortune totale
10,4 %	Moins de 1.000 £	0,4 %
70,0 %	De 1.000 à 15.000 £	37,6 %
7,5 %	De 15.000 à 20.000 £	11,9 %
3,9 %	De 20.000 à 25.000 £	8,0 %
5,6 %	De 25.000 à 50.000 £	17,4 %
1,8 %	De 50.000 à 100.000 £	11,4 %
0,4 %	De 100.000 à 200.000 £	6,2 %
0,014 %	Plus de 200.000 £	6,1 %

(Annual Abstract of Statistics, 1980).

Répartition des revenus après imposition (1977)

(Nombre de titulaires : 22.500.000-Revenu total : 64 800 millions de £)

Pourcentage des titulaires	Montant des revenus	Pourcentage du revenu total
5,5 %	Moins de 1000 £ par an	1,6 %
13,4 %	1 000 à 1 750	5,8 %
16,0 %	1 750 à 2 000	9,7 %
13,2 %	2 000 à 2 500	10,3 %
11,6 %	2 500 à 3 000	11,0 %
20,0 %	3 000 à 4 000	24,2 %
11,2 %	4 000 à 5 000	17,2 %
4,6 %	5 000 à 6 000	8,7 %
3,0 %	6 000 à 8 000	7,0 %
0,78 %	8 000 à 10 000	2,4 %
0,04 %	plus de 10 000	1,8 %

(Annual Abstract of Statistics, 1980)

Produit intérieur brut par habitant (1978)

(en dollars U.S.)

Suisse	13 319	Norvège	9 778
Danemark	10 872	Etats-Unis	9 602
All. occ.	10 426	France	8 827
Suède	10 354	Japon	8 533
Luxembourg	9 859	Autriche	7 734
	Royaume-Uni	5 514	

(OCDE, Etudes Economiques, Royaume-Uni, février 1980)

Dépenses budgétaires de sécurité sociale

(millions de £)

1978-1979	
Total :	40 437
Dont Education :	8 897
Service de santé :	7 832
Habitat-logement :	5 276

Montant de certaines indemnités sociales

(en £ par semaine)

Novembre 1978	
Indemnité de chômage	
Hommes :	15,75
Femmes :	11,70
Enfants de moins de 18 ans :	15,75
Pension de retraite	
Une personne :	19,50
Un couple :	31,20
Pension de vieillesse	11,70
Supplément épouse :	7,05
Family Income Supplement	
Par enfant :	10,50

Bibliographie

Période 1945-1980

A. SKED, C. COOK, *Postwar Britain, a Political History*, Penguin Books, 1979 ; C.J. BARTLETT, *A History of Postwar Britain, 1945-74*, Longmans, 1977 ; C. COOK, J. RAMSDEN, *Trends in British Politics*, Macmillan, Londres, 1978 ; D. BUTLER, D. STOKE, *Political Change in Britain*, Macmillan, Londres, 2^e éd., 1974 ; A.F. HAVIGHURST, *Britain in Transition, the XXth Century*, nle éd. Univ. of Chicago Press, 1979 ; D. MAC KIE, C. COOK, *The Decade of Disillusions, British Politics in the 1960's*, Macmillan, Londres, 1972 ; F. STACEY, *British Government, 1966-75. Years of Reform*, Oxford U.P., 1975 ; HUGH STEPHENSON, *Mrs Thatcher's First Year*, J.H. Noman, 1980 ; M. CHARLOT, *La Démocratie à l'Anglaise*, Colin, Paris, 1972 ; M. CHARLOT, *Le Système Politique Britannique*, Colin, Paris, 1976 ; M. CHARLOT, *La Vie Politique dans l'Angleterre d'Aujourd'hui*, Colin, Paris, 1973 ; M. CHARLOT, *Le Syndicalisme en Grande-Bretagne*, Colin, Paris, 1970 ; P. GREGG, *The Welfare State*, Harrap, Londres, 1969 ; R. TAYLOR, *The Fifth Estate, Britain's Trade-Unions in the Seventies*, Routledge, Londres, 1978 ; F.M. WILSON, *The Organization of the Central Government, 1914-1956*, Allen & Unwin, Londres 1957 ; J.K. KELLAS, *The Modern Scotland, the Nation since 1870*, Pall Mall Press, Londres, 1968 ; Y. HERISSET, *La Monarchie Britannique au XX^e siècle*, CELSE, Paris, 1961 ; J. et A.M. HACKETT, *La Vie Economique en Grande-Bretagne*, Colin, Paris, 1969 ; M.M. POSTAN, *An Economic History of Western Europe, 1945-64*, Methuen, Londres, 1967 ; J.C.R. DOW, *The Management of the British Economy, 1945-60*, Cambridge, U.P., 1968 ; P. FERRIS, *The City*, Pelican Books, 1965 ; D. MORRIS, *The Economic System in the United Kingdom*, Oxford U.P. 1977 ; A.R. PREST, D.J. COPPOCK, *The U.-K. Economy, a Manual of Applied Economics*, Weidenfeld & Nicolson, 1966 ; P. HUET, *Politique Economique en Grande-Bretagne depuis 1945*, Colin, Paris, 1969 ; J. LERUEZ, *Planification et politique en Grande-Bretagne, 1945-71*, Colin, Paris, 1973 ; J. MARZELLIER, *Economie de la Grande-Bretagne contemporaine*, PUF, Paris, 1979 ; Y. BAROU, *L'Economie Britannique en 1979, Notes et Etudes Documentaires*, n° 4490-4491 ; OCDE, *Etudes Economiques, Royaume-Uni* (annuel) ; *La Nouvelle Economie Anglaise*, Le Monde, 1980 ; T. NOBLE, *Modern Britain, Structure and Changes*, Batsford, Londres, 1975 ; F. SILLICOE, *Distribution of Personal Wealth in Great Britain*, Cambridge U.P. 1978 ; A.B. ATKINSON, A.J. HARRISON, *Distribution of Personal Wealth in Britain*, Cambridge U.P., 1978 ; A.B. ATKINSON, *The Economics or Inequality*, Oxford Clarendon Press, 1975 ; J.H. GOLDTHORPE, D. LOCKWOOD, F. BECHHOFFER, J. PLATT, *The Affluent Worker*, 3 vol., Cambridge U.P. 1968-71 ; J. URRY, J. WAKEFORD, *Power in Britain*, Heinemann, Melbourne, 1973 ; P. STANWORTH, A. GIDDENS, *Elites and Power in British Society*, Cambridge U.P. 1974 ; C. DAVIES, *Permissive Britain, Social Changes in the Sixties and Seventies*, Pitman, Londres, 1975 ; W. STACK, *The British Churches to-day*, Londres, 1970 ; H. GRIMAL, *La Décolonisation*, Colin, Paris, 1965 ; A. GUY, *Economic Development in the Commonwealth*, Pergamon Press, Oxford, 1978 ; M. CHARLOT, *Naissance d'un Problème Racial*, Colin, Paris, 1972 ; F.S. NORTHLEDGE, *Descent from Power : British Foreign Policy, 1945-73*, Allen & Unwin, 2^e éd., Londres, 1974 ; D. MACLEAN, *British Foreign Policy since Suez, 1959-68*, Hodder & Stoughton, Londres, 1970 ; E. BARKER, *Britain and a Divided Europe, 1947-70*, Weidenfeld & Nicolson, 1971 ; C. MOINDROT, *La Grande-Bretagne en Europe*, Doin, Paris, 1972 ; U. KITSINGER, *Diplomacy and Persuasion : How Britain joined the Common Market*, Thames & Hudson, 1973 ; C. ATTLEE, *As it happened* (Mémoires), Heinemann, Melbourne, 1954 ; H. WILSON, *The Labour Government, 1964-70*, Penguin Books, Londres, 1974 ; *Encyclopédie Britannique*, supplément annuel ; *The Annual Register*.

Appendice

Aperçu sur le mouvement intellectuel et artistique

Il est artificiel de chercher à établir, du moins pour une période relativement courte, un peu plus d'un siècle dans le cas présent, une corrélation rigoureuse entre les conditions matérielles de la vie d'une communauté nationale et son expression littéraire et artistique : celle-ci est tantôt le reflet des goûts, des principes, des moyens de la société, tantôt, au contraire, une réaction individuelle du créateur en quête d'évasion contre le milieu dans lequel il est immergé, tantôt une combinaison des deux comportements. Les manifestations spirituelles d'une époque sont de ce fait dotées d'une grande autonomie par rapport à l'environnement historique.

a) *Le mouvement intellectuel.* Dans le domaine littéraire, le roman est le genre qui connaît la plus grande diffusion. La dernière des sœurs Brontë, Charlotte, meurt en 1855, Dickens en 1870, George Eliot (Mary Ann Evans) en 1880, mais le réalisme nimbé de poésie romantique et dominé par une finalité didactique qui imprègne leur œuvre, marquera les générations suivantes. On peut ranger dans la lignée de Dickens J. Galsworthy, l'auteur de la *Saga des Forsyte* (1922), Somerset Maugham (*Servitude Humaine*, 1915) et Ch. Morgan (*Sparkenbroke*, 1936), plus attentifs à la psychologie de leurs héros qu'au milieu social, Graham Greene et A. Cronin, tourmentés d'angoisses métaphysiques, et, au bout de la chaîne, les écrivains des années 1950-70, J. Brain (*Room at the Top*), J. Wain (*Hurry on Down*) qui cultivent la révolte en retrouvant les accents des romanciers amers de 1880-1890, G. Meredith, S. Butler. Une autre famille de romanciers exploite des veines nouvelles : l'œuvre de Joseph Conrad, «un miroir de la mer», celle de Rudyard Kipling, le chantre de la mission civilisatrice de l'Angleterre, sont nées de l'empire, comme, à certains égards, celle, très diverse, de R.L. Stevenson ; le freudisme a été une source de recherches pour des écrivains aussi différents que Mary Webb (*Sarn*, 1924), Liam O'Flaherty, James Joyce (*Ulysse*, 1922), D.H. Lawrence (*L'Amant de Lady Chatterley*, 1928) ; H.G. Wells, Aldous Huxley ont fixé leur méditation dans des œuvres d'anticipation chargées de pensée sociale ou philosophique.

La poésie a bien résisté au matérialisme de l'ère industrielle contre lequel elle offre un refuge aux âmes délicates. Après Robert Browning, à l'hermétisme mallarméen, et A. Tennyson, plus transparent, Alice Meynell, F. Thompson, W.B. Yeats, volontiers précieux dans leurs effusions, sont relayés par la génération des «Géorgiens» amoureux de la forme pure (J. Freeman, Lascelles Abercrombie), auxquels succèdent les «Imagistes» (Ezra Pound, d'origine américaine, T.S. Eliot, que l'on a comparé à Paul Valéry) qui veulent «capter ce jaillissement d'images où la pensée et l'émotion demeurent confondues» (R. Lalou). Après la poésie freudienne de Dylan Thomas, on a vu fleurir la poésie populaire, très goûtée des spectateurs de la Télévision, de John Betjeman.

Le théâtre a connu un succès ininterrompu. Les pièces étincelantes de paradoxes provoquants d'Oscar Wilde et les drames ou les farces de Millington Synge l'ont revivifié à la fin du siècle dernier. L'humour railleur audacieusement allié au pathétique de Bernard Shaw l'a dominé pendant plus d'un demi-siècle. Il s'enrichit, après 1945,

d'une extraordinaire variété de genres : théâtre poétique de T.S. Eliot dans la tradition élisabéthaine, théâtre psychologique de Christian Fry, théâtre contestataire de John Osborne, théâtre dramatique dans la veine shakespearienne d'Arnold Wesker.

Dans la ligne du théâtre, le cinéma britannique a produit des œuvres de valeur et connu de grandes heures après 1945 avec des metteurs en scène tels que David Lean (*Le Pont de la Rivière Kwai*), Carol Reed (*Le Troisième Homme*) et des acteurs tels que Lawrence Olivier (également metteur en scène), Alec Guinness, Orson Welles, sans parler de Charlie Chaplin, qui n'a joué que dans des films américains.

La pensée philosophique et scientifique, parce qu'elle n'atteint directement que d'infimes minorités, n'appartient pas en propre au domaine de l'histoire générale. Il convient cependant de noter : 1) le rayonnement international des philosophes et moralistes du dernier âge victorien : H. Spencer, qui introduit le déterminisme évolutionniste dans les lois de la morale, ses contradicteurs, l'individualiste Carlyle et surtout J. Ruskin, qui croit l'homme capable d'organiser harmonieusement son univers en fonction d'une éthique de l'âme. 2) L'influence des économistes et particulièrement de J.M. Keynes, dont la théorie néo-libérale présentée en 1936 (*Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la monnaie*) devait inspirer la politique économique de la plupart des gouvernements occidentaux jusque dans les années 1970 ; 3) le rôle considérable joué par les physiciens et les chimistes britanniques de la première moitié du XX^e siècle, Rutherford, l'auteur de la première désintégration de l'atome, Fleming, qui découvrit la pénicilline, Chadwick qui mit en évidence l'existence des neutrons.

b) *Le mouvement artistique.* Le génie britannique s'est révélé moins créateur dans le domaine artistique. A la fin du siècle dernier, l'école préraphaélite, dont les maîtres, Gabriel Dante Rossetti, Burne-Jones, William Morris (morts entre 1882 et 1898) cherchaient à retrouver dans le Quattrocento italien la beauté gracieuse et la vérité de sentiment oblitérées par Raphaël et ses épigones, a fini de produire. Désormais la peinture britannique reflète les modes de l'école parisienne ; elle est moderniste avec Mac Neil Whistler, symboliste avec Walter Crane, impressionniste avec Spencer Gore et, plus tard, Wilson Steer, surréaliste avec Edw. Wadsworth et J. Tunnard, fauviste avec Ivor Hitchins. La grande époque de l'architecture novatrice, combinaison de verre et d'acier (*Crystal Palace* de Paxton, 1851), est déjà sur le point de se terminer en 1867 ; par la suite Ch. Mackenzie s'essaiera à l'éclectisme néo-gothique. En sculpture, à côté des monuments de style bavarois qu'il a érigés à la gloire de la reine Victoria, Alf. Gilbert a su parfois retrouver l'élégance aérienne du mouvement praxitélien, et, à la génération suivante, Alf. Stevens, la puissance de celui de Michel-Ange.

L'intérêt pour la musique a été renouvelé par la création en 1882 du Collège Royal de Musique. La musique d'opéra a été illustrée par quelques grands noms, ceux d'A. Campbell Mackenzie, de Benj. Britten (*Peter Crimes*), de Will. Walton (*Troilus and Cressida*) ; tantôt optimiste, parfois dramatique, toujours émouvant, R. Vaughan Williams a rajeuni la musique symphonique. A signaler, au titre des déviations pseudo-esthétiques, le succès assuré par une certaine jeunesse du groupe des Beatles au cours des années 1960.



Achévé d'imprimer le 10 mars 1981
sur les presses de Maury-Imprimeur S.A.
45330 Malesherbes
N° d'imprimeur : C81/9641
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1981

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

